

**ACCORD DE CONSORTIUM**

**POUR LA REALISATION DE L'INITIATIVE (I-SITE)  
LORRAINE UNIVERSITE D'EXCELLENCE (LUE)**

GECO 2017-00168

**Référence :**

**Convention de préfinancement et convention attributive n° ANR-15-IDEX-04**

**ENTRE LES SOUSSIGNES :**

**L'Université de Lorraine**, Établissement Public à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel, créé sous la forme de grand établissement, dont le siège est situé 34 Cours Léopold, CS 25233 -54052 NANCY, SIRET : 130 015 506 00012, code APE 8542 Z, représentée par son Président, Monsieur Pierre MUTZENHARDT,

ci-après dénommée « **L'ETABLISSEMENT PORTEUR** »

**De première PART**

**ET**

**L'Institut des sciences et industries du vivant et de l'environnement, AgroParisTech**, établissement public à caractère Scientifique, Culturel et Professionnel, créé sous la forme de grand établissement, dont le siège social est situé 16 rue Claude Bernard, 75231 Paris Cedex 05, représenté par son Directeur Général, Monsieur Gilles TRYSTRAM,

ci-après dénommé « **AgroParisTech** »

**De deuxième PART,**

**ET**

**Le CHRU de Nancy**, établissement public de santé, n° SIRET : 265 400 101 00019, dont le siège est situé 29 avenue du Maréchal de Lattre de TASSIGNY, 54035 Nancy Cedex, représenté par son Directeur Général, Monsieur Bernard DUPONT,

ci-après désignée, le « **CHRU** »,

**De troisième PART,**

**ET**

**Le Centre National de la Recherche Scientifique**, Établissement Public à Caractère Scientifique et Technologique, dont le siège est situé 3, rue Michel-Ange - 75794 Paris Cedex 16, numéro SIRET 089 013 03282, représenté par Monsieur Antoine PETIT, en qualité de Président-Directeur général,

ci-après dénommé « **CNRS** »,

**De quatrième PART,**

**ET**

**GeorgiaTech Lorraine**, Association de droit local, située 2 Rue Marconi, 57070 Metz, France dont le N° SIRET est 35400251100021, représentée par Monsieur Abdallah OUGAZZADEN,

ci-après dénommé « **GeorgiaTech Lorraine** »,

**De cinquième PART,**

**L'institut National De La Recherche Agronomique**, Établissement Public à Caractère Scientifique et Technologique, ayant son siège situé 147 Rue de l'Université, 75338 PARIS CEDEX 07, représenté par Monsieur Philippe MAUGUIN en sa qualité de Président Directeur Général.

ci-après dénommé **"Inra"**,

**De sixième PART,**

**ET**

**L'institut national de recherche en informatique et en automatique**, Établissement Public à Caractère Scientifique et Technologique, régi par le décret n° 85-831 du 2 août 1985 modifié, sis Domaine de Voluceau – Rocquencourt BP 105, 78153 Le Chesnay Cedex, représenté par son président-directeur général, Monsieur Bruno SPORTISSE,

ci-après dénommé **"Inria"**,

**De septième PART,**

**ET**

**L'Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale**, Établissement Public à Caractère Scientifique et Technologique dont le siège est situé 101 rue de Tolbiac 75013 Paris, numéro SIRET : 180 03 60 48 000 15, représenté par Monsieur Yves LEVY, en qualité de Président Directeur Général,

ci-après dénommé **"Inserm"**,

**De huitième PART,**

Ci-après également désignés conjointement par le terme « **PARTIES** » ou individuellement « **PARTIE** ».

## TABLE DES MATIERES

<b>ARTICLE 1 – DEFINITIONS .....</b>	<b>1</b>
<b>ARTICLE 2 – OBJET DE L’ACCORD.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 3 – NATURE DE L’ACCORD.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 4 – MODALITES D’EXECUTION DE L’INITIATIVE.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 5 – ORGANISATION .....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 6 – PROPRIETE INTELLECTUELLE.....</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 7 - UTILISATION / EXPLOITATION DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE .....</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 8 – CONFIDENTIALITE – PUBLICATIONS.....</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 9 – RESPONSABILITÉS – ASSURANCES .....</b>	<b>19</b>
<b>ARTICLE 10 – PRISE D’EFFET - DUREE DE L’ACCORD - RESILIATION.....</b>	<b>20</b>
<b>ARTICLE 11 – RETRAIT OU DEFAILLANCE - ADHESION.....</b>	<b>21</b>
<b>ARTICLE 12 – FORCE MAJEURE .....</b>	<b>22</b>
<b>ARTICLE 13 – CORRESPONDANCE.....</b>	<b>22</b>
<b>ARTICLE 14 – INTUITU PERSONAE – CESSION DE CONTRAT .....</b>	<b>23</b>
<b>ARTICLE 15 –LOI APPLICABLE - LITIGES .....</b>	<b>23</b>
<b>ARTICLE 16 – STIPULATIONS DIVERSES .....</b>	<b>23</b>
<b>ANNEXES.....</b>	<b>1</b>
<b>Annexe 1 : Convention attributive</b>	
<b>Annexe 2 : Programmes de l’INITIATIVE</b>	
<b>Annexe 3 : Règles communes de signature des publications scientifiques</b>	
<b>Annexe 4 : Modalité de communication</b>	

**IL EST TOUT D'ABORD EXPOSE CE QUI SUIIT :**

Vu le règlement relatif aux modalités d'attribution des aides au titre de l'appel à projets « IDEX/ISITE » de l'Agence Nationale de la Recherche ;

Vu la convention de préfinancement n° ANR-15-IDEX-04 ;

Vu la convention attributive d'aide n° ANR-15-IDEX-04 ;

Vu l'article 3.2.2 de la communication de la Commission européenne relative à l'Encadrement communautaire des aides d'État à la recherche, au développement et à l'innovation (2006/C 323/01), qui détermine les conditions d'absence d'aide indirecte octroyée à une entreprise par l'intermédiaire d'un organisme de recherche ;

**EN CONSEQUENCE IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :**

## ARTICLE 1 – DEFINITIONS

Dans le présent accord, les termes suivants, employés en lettres majuscules, indifféremment au pluriel ou au singulier, auront les significations respectives suivantes :

**ACCORD** : ensemble constitué par le présent accord de consortium au sens du § 2.4 du règlement relatif aux modalités d'attribution des aides au titre des appels à projets « IDEX/ISITE » lancés par l'ANR ainsi que ses annexes et ses éventuels avenants.

**ACCORD SPÉCIFIQUE** : accord conclu pour un PROJET entre les PARTIES impliquées dans ledit PROJET et le cas échéant une/des personne(s) morale(s) tierce(s) au présent ACCORD.

**ADVISORY COMMITTEE** : instance d'évaluation globale de la trajectoire de l'INITIATIVE LUE telle que prévue à l'article 5.2.2 de l'ACCORD.

**AFFILIÉ** : Toute personne morale qui est contrôlée, directement ou indirectement, par une des PARTIES, ou contrôle une des PARTIES ou est sous le même contrôle qu'un des PARTIES, et ce tant que ce contrôle durera.

Pour les besoins de cette définition, on entend par contrôle la détention de :

- 50% ou plus du capital social de cette personne morale, ou
- 50% ou plus des droits de vote des actionnaires ou des associés de cette personne morale.

**AIDE** : l'aide accordée à l'ETABLISSEMENT PORTEUR par l'ANR pour le compte de l'État, pour la réalisation de l'INITIATIVE, conformément à la CONVENTION ATTRIBUTIVE.

**ANR** : Agence Nationale de la Recherche.

**BREVETS NOUVEAUX** : Toute demande de brevet et brevet découlant d'un PROJET, portant sur des RÉSULTATS.

**CHEF DE PROJET OPERATIONNEL** : le chef de projet opérationnel est un personnel dédié à la gestion et l'animation de la cellule opérationnelle LUE aux côtés du directeur exécutif.

**COMEX** : Comité exécutif du programme LUE, organe de gouvernance principal de l'I-SITE LUE, réunissant l'ensemble des PARTIES, membres fondateurs de l'INITIATIVE.

**CONNAISSANCES ANTÉRIEURES** : toutes les informations et connaissances techniques et/ou scientifiques ou autres, et notamment le savoir-faire, les secrets de fabrique, les secrets commerciaux, les données, les logiciels (sous leur version code-source et code-objet), les brevets, les demandes de brevet, les dossiers, les plans, schémas, dessins, formules, et/ou tout autre type d'informations, sous quelque forme qu'elles soient, sur quelque support qu'elles soient, protégeables ou non, et/ou protégées ou non par un droit de propriété intellectuelle ainsi que tous les droits y afférents, nécessaires à l'exécution de l'INITIATIVE ou d'un PROJET, et appartenant à une ou conjointement à plusieurs PARTIES, détenues par elles avant la date de commencement du PROJET et/ou développées par celles-ci indépendamment du PROJET, et/ou dont elles ont le droit de disposer. L'identification de l'ensemble des CONNAISSANCES ANTÉRIEURES des PARTIES n'est pas réalisable au jour de la date d'effet de l'ACCORD.

**CONSEIL D'ORIENTATION** : instance d'interface entre LUE et les territoires et partenaires du monde socio-économique tel que défini à l'article 5.2.3 de l'ACCORD.

**CONTRIBUTION** : contributions en moyens humains, financiers, matériels, et/ou intellectuels que chaque PARTIE s'engage à mettre en œuvre pour la réalisation de sa part de l'INITIATIVE et notamment d'un PROJET.

**CONVENTION ATTRIBUTIVE** : Convention attributive d'aide conclue le 29 décembre 2017 entre d'une part l'État et l'ANR et d'autre part l'ETABLISSEMENT PORTEUR, cette convention porte la référence n° ANR-15-IDEX-04 est jointe en annexe 1.

**CONVENTION DE PRÉFINANCEMENT** : convention de préfinancement conclue le 18 juillet 2016 entre d'une part l'État et l'ANR et d'autre part l'ETABLISSEMENT PORTEUR, cette convention porte la référence n°ANR-15-IDEX-04

**DÉFI SOCIO-ECONOMIQUE** : l'INITIATIVE LUE est construite autour de Défis socio-économiques identifiés dans le dossier de candidature et susceptibles d'évoluer au fil du temps sur décision du COMEX après avis de l'ADVISORY COMMITTEE.

**ÉTABLISSEMENT PORTEUR** : L'Université de Lorraine, en charge vis à vis de l'ANR de la mise en œuvre de l'INITIATIVE, de la mise en place et de la formalisation de la collaboration entre les PARTIES, de la production des livrables de l'INITIATIVE, de la tenue des réunions d'avancement, de la communication des RÉSULTATS et toute autre obligation définie dans la CONVENTION ATTRIBUTIVE. Ses missions sont décrites à l'article 5.1.1 des présentes.

**FRAIS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE** : frais engagés pour les opérations de préparation, de dépôt, d'extension, de délivrance, de maintien en vigueur et de défense auprès des instances administratives des titres et demandes de titres de propriété intellectuelle portant sur les RESULTATS COMMUNS et facturées par les cabinets de conseil en propriété intellectuelle ou assurées en interne sous réserve de leur identification précise et de leur rattachement comptable explicite. Les FRAIS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ne comprennent pas les frais engagés dans des procédures d'actions en contrefaçon initiées par une (les) Partie(s) pour la défense des droits de propriété intellectuelle portant sur les RESULTATS COMMUNS

**INFORMATIONS CONFIDENTIELLES** : informations et données de toute nature, notamment technique, scientifique, économique, financière, commerciale, comptable, tout plan, étude, prototype, matériel, audit, donnée expérimentale et test, dessins, représentation graphique, spécifications, savoir-faire, expérience, logiciel et programme, quels qu'en soient la forme, le support ou le moyen, incluant, sans limitation, les communications orales, écrites ou fixées sur un support quelconque, échangées entre les PARTIES et se rapportant directement ou indirectement à l'INITIATIVE ou à un PROJET. Les INFORMATIONS CONFIDENTIELLES doivent être désignées comme telles par la PARTIE EMETTRICE, au moyen d'un tampon ou d'une légende explicite si elles sont communiquées par écrit, ou par une indication expresse de leur caractère confidentiel si elles sont divulguées oralement, ce caractère confidentiel devant être confirmé par écrit dans un délai maximal de trente (30) jours calendaires à compter de la date de la divulgation orale.

Les PARTIES reconnaissent également que les débats dans les instances (ADVISORY COMMITTEE, COMEX, CONSEIL D'ORIENTATION) de l'INITIATIVE sont des INFORMATIONS CONFIDENTIELLES.

Chaque PARTIE reconnaît que les RÉSULTATS et les CONNAISSANCES ANTÉRIEURES des autres PARTIES constituent des INFORMATIONS CONFIDENTIELLES.

**INITIATIVE** : Lorraine Université d'Excellence en sa qualité de I-SITE.

**LOGICIEL** : Tout programme informatique ainsi que la documentation associée et le matériel de conception préparatoire (algorithmes et spécifications fonctionnelles détaillées), le code source, ainsi que le code exécutable de ce programme d'ordinateur.

**MAITRE D'ŒUVRE** : PARTIE en charge de la protection et de la valorisation des **RÉSULTATS COMMUNS**, dont les missions sont prévues à l'article 6.3.2 de l'ACCORD.

**PART D'UN PROJET ou PART DU PROJET** : tâches et livrables que chaque PARTIE s'engage à exécuter ou à délivrer au titre de l'exécution d'un PROJET.

**PARTIES COPROPRIÉTAIRES** : PARTIES ayant développé conjointement un ou plusieurs **RÉSULTATS COMMUNS**.

**PARTENAIRE** : personne morale de droit public ou privé participant à la réalisation de tout ou partie d'un PROJET bénéficiant de financement dans le cadre d'un PROGRAMME de l'INITIATIVE.

**PARTIES** : Dénomination regroupant membres fondateurs de l'INITIATIVE. Il s'agit de l'Université de Lorraine, CNRS, Inra, Inria, Inserm, CHRU de Nancy, AgroParisTech, GeorgiTech Lorraine. Ils sont signataires du présent accord.

**PÉRIODE PROBATOIRE** : période mentionnée dans la CONVENTION DE PREFINANCEMENT allant de la date d'éligibilité des dépenses jusqu'au 22 avril 2020.

**PROJET** : activité menée dans le cadre de l'INITIATIVE LUE et bénéficiant de financements dans le cadre des PROGRAMMES.

**PROGRAMME** : les PROGRAMMES de l'INITIATIVE sont les cadres de financements tels que définis dans l'annexe 2.

**RÈGLEMENT FINANCIER** : le règlement relatif aux modalités d'attribution des aides au titre de l'appel à projets « IDEX/ISITE » de l'ANR et voté par son conseil d'administration et tel que publié sur son site.

**RÉSULTATS** : Tous résultats techniques et/ou scientifiques issus de la réalisation d'un PROJET, notamment le savoir-faire, les secrets de fabrique, les secrets commerciaux, les données, les bases de données, les logiciels, les dossiers, les plans, schémas, dessins, formules, matériels biologiques ou chimiques et/ou tout autre type de résultats, sous quelque forme qu'ils soient / protégeables ou non et/ou protégés ou non, et tous les droits de propriété intellectuelle en découlant, générés par une ou plusieurs PARTIES, ou leurs sous-traitants.

On distingue deux types de **RÉSULTATS** :

**RÉSULTATS COMMUNS** : tout **RÉSULTAT** obtenu dans le cadre de la réalisation d'un PROJET conjointement par plusieurs PARTIES sans qu'aucune d'entre elles ne soit en mesure d'en réclamer raisonnablement la pleine propriété.

**RÉSULTATS PROPRES** : tout **RÉSULTAT** obtenu au titre de la réalisation d'un PROJET par une des PARTIES seule.

**SATT GRAND - EST** : Société d'Accélération du Transfert de Technologies dont l'Université de Lorraine, le CNRS et l'Inserm sont notamment actionnaires.



## **ARTICLE 2 – OBJET DE L'ACCORD**

L'ACCORD a pour objet de définir les modalités :

- de répartition des tâches, des moyens humains et financiers et des livrables entre les PARTIES,
- d'organisation de la gouvernance de l'INITIATIVE,
- du partage des droits de propriété intellectuelle des RÉSULTATS obtenus dans le cadre des PROJETS,
- du régime de publication et/ou de diffusion des RÉSULTATS,
- de la valorisation des RÉSULTATS de l'INITIATIVE.

## **ARTICLE 3 – NATURE DE L'ACCORD**

L'ACCORD ne pourra en aucun cas être considéré comme créant entre les PARTIES une entité juridique de quelque nature que ce soit, ni impliquant une quelconque solidarité entre les PARTIES.

Les PARTIES déclarent que l'ACCORD ne peut en aucun cas être interprété ou considéré comme constituant un acte de société, l'*affectio societatis* en étant formellement exclu.

Aucune PARTIE n'a le pouvoir d'engager les autres PARTIES, ni de créer des obligations à la charge d'aucune autre PARTIE, en dehors de l'ETABLISSEMENT PORTEUR dans le seul cadre de la mission qui lui est confiée et dans la limite des droits et obligations qui lui sont conférés par les présentes.

## **ARTICLE 4 – MODALITES D'EXECUTION DE L'INITIATIVE**

### **4.1 DISPOSITIONS GENERALES**

Les PARTIES s'engagent à exécuter leurs parts des PROJETS conformément aux règles de l'art et à transmettre aux autres PARTIES toutes informations et INFORMATIONS CONFIDENTIELLES qu'elles jugent nécessaires à la poursuite des objectifs de l'INITIATIVE. Les PARTIES s'engagent également à fournir à l'ETABLISSEMENT PORTEUR toute information demandée par l'ANR conformément à la CONVENTION ATTRIBUTIVE.

Chaque PARTIE est tenue de faire part à l'ÉTABLISSEMENT PORTEUR, dans les meilleurs délais, de toutes les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre de ses parts des PROJETS, qui sont susceptibles d'en compromettre les objectifs.

Chaque PARTIE fera son affaire de l'obtention des autorisations ou de procédures de déclarations nécessaires à la réalisation de la PART DU PROJET qui lui incombe.

### **4.2 SOUS-TRAITANCE**

Chaque PARTIE est pleinement responsable de la réalisation de sa part d'un PROJET qu'elle sous-traite le cas échéant à un tiers, auquel elle imposera les mêmes obligations que celles qui lui incombent au titre de l'ACCORD ou des ACCORDS SPÉCIFIQUES susceptibles d'en découler, notamment en termes de confidentialité et de propriété intellectuelle.

Ainsi, chaque PARTIE s'engage, dans ses relations avec ses sous-traitants, à prendre toutes les dispositions pour acquérir les droits de propriété intellectuelle sur les RÉSULTATS obtenus par lesdits sous-traitants dans le cadre de la réalisation de sa PART DU PROJET, de façon à ne pas limiter les droits conférés aux autres PARTIES dans le cadre de l'ACCORD ou des ACCORDS SPÉCIFIQUES susceptibles d'en découler.

Chaque PARTIE informe le directeur exécutif de LUE en vue d'un rapport au COMEX.

La PARTIE qui sous-traite devra s'assurer que son sous-traitant ne saurait prétendre à un quelconque droit de propriété intellectuelle ou d'exploitation au titre des articles 6 et 7 ci-après.

La PARTIE qui sous-traite devra s'assurer que le sous-traitant respecte les obligations légales en matière de commande publique le cas échéant. La PARTIE qui sous-traite devra également se conformer au règlement relatif aux modalités d'attribution d'aide au titre de l'appel Idex/I-Site de l'ANR.

### **4.3 PRESENCE DE PERSONNELS D'UNE PARTIE DANS LES LOCAUX D'UNE AUTRE PARTIE**

#### **4.3.1 Généralités**

Chaque fois qu'elles existent, les dispositions des accords-cadres, conventions d'unités mixtes de recherche ou assimilées (UMR, USR, etc.), ou conventions d'accueil existant entre deux ou plusieurs PARTIES s'appliqueront pour les besoins de l'exécution de l'INITIATIVE ou d'un PROJET et prévaudront sur les stipulations prévues à l'article 4.3.2 ci-dessous.

#### **4.3.2 Accueil de personnel d'une PARTIE dans les locaux d'une autre PARTIE**

La présence de personnel d'une PARTIE dans les locaux d'une autre PARTIE pour les besoins de l'exécution de l'INITIATIVE ou d'un PROJET, obéit aux dispositions suivantes :

- elle doit faire l'objet de l'accord préalable de chaque PARTIE concernée, étant entendu que cet accord ne sera donné qu'en fonction des dates de disponibilité existant sur le site d'accueil et que tous les frais afférents à cet accueil seront à la charge de l'employeur dudit personnel.
- le personnel doit respecter de manière générale les conventions d'accueil applicables entre les PARTIES et le règlement intérieur ainsi que toutes les règles générales ou particulières d'hygiène et de sécurité en vigueur sur leur lieu de travail et les directives qui leur sont notifiées par la PARTIE accueillante.

En tout état de cause, le personnel accueilli demeure sous l'autorité hiérarchique de son employeur qui reste également responsable en matière d'assurances et de couverture sociale.

### **4.4 MOYENS FINANCIERS**

Chaque PARTIE supporte individuellement la CONTRIBUTION nécessaire à l'exécution de ses parts des PROJETS.

Les coûts supplémentaires non inclus dans la CONTRIBUTION de chaque PARTIE sont subordonnés le cas échéant à l'approbation de son organe délibérant ou de son représentant légal ou toute autre personne dument habilitée à cet effet.

#### **4.5 ACCORDS SPÉCIFIQUES**

Afin de permettre d'encadrer dans de bonnes conditions les PROJETS ainsi que d'identifier les contributions et les responsabilités respectives, les PARTIES et les personnes morales tierces au présent ACCORD impliquées dans ces PROJETS mettront en place des ACCORDS SPÉCIFIQUES, qui pourront le cas échéant déroger aux stipulations fixées dans l'ACCORD et pourront prévoir notamment mais non limitativement d'aborder les points suivants :

- la description du PROJET, du calendrier des travaux et le budget associé, l'ensemble figurant dans l'ACCORD SPÉCIFIQUE concerné et ayant une valeur contractuelle ;
- des modalités précises d'exécution, en particulier pour les travaux du PROJET qui comporteraient des aspects cliniques ou qui concerneraient des matériels biologiques ou des données cliniques ;
- un comité de suivi des activités, chargé notamment d'élaborer le rapport d'activité attendu dans le cadre de l'INITIATIVE ;
- des règles d'attribution de la propriété intellectuelle et d'exploitation de ces droits, avec le cas échéant en annexe la liste des CONNAISSANCES PROPRES des partenaires impliqués que ces derniers mettent à disposition des travaux du PROJET ;
- des règles de confidentialité et de publications ;
- des dispositions financières permettant de mettre en évidence non seulement les flux financiers internes au PROJET mais aussi les apports éventuels de tiers.

Les PARTIES feront leurs meilleurs efforts pour négocier les ACCORDS SPÉCIFIQUES sur des bases similaires à celles prévues au présent ACCORD, s'agissant notamment de ses articles 6,7 et 8 ainsi que du respect des modalités de communication (annexe 4) ainsi que des règles communes de signature des publications (annexe 3).

### **ARTICLE 5 – ORGANISATION**

#### **5.1 ETABLISSEMENT PORTEUR**

##### **5.1.1 Rôle de l'ETABLISSEMENT PORTEUR**

L'ETABLISSEMENT PORTEUR est l'intermédiaire entre les PARTIES et l'ANR pour rendre compte de l'état d'avancement de l'INITIATIVE, pour assurer la diffusion des documents et plus généralement, pour relayer toutes les questions entre l'ANR et les PARTIES liées à l'exécution de l'INITIATIVE.

L'ETABLISSEMENT PORTEUR est notamment chargé de :

- s'assurer que l'INITIATIVE est exécutée conformément aux dispositions de la CONVENTION ATTRIBUTIVE,
- le cas échéant, verser aux PARTIES les sommes correspondant à la part de l'AIDE qui leur serait éventuellement attribuée au titre de leurs parts des PROJETS,
- assurer la transmission des informations entre les PARTIES et notamment la diffusion des documents de suivi et fin de l'INITIATIVE prévus dans la CONVENTION ATTRIBUTIVE,
- établir les comptes rendus intermédiaires d'avancement et de fin de l'INITIATIVE et relevés des dépenses selon les dispositions de la CONVENTION ATTRIBUTIVE ; à ce titre, il assure la

centralisation des relevés de dépenses et des éléments de suivi des PARTIES et leur bonne transmission à l'ANR dans les délais impartis,

- transmettre à l'ANR la copie de l'ACCORD signée par les PARTIES dans un délai d'un (1) mois à compter de sa date de signature,
- s'assurer de la cohérence de la mise en œuvre de l'INITIATIVE par rapport aux objectifs visés par la CONVENTION ATTRIBUTIVE,
- renseigner électroniquement sur la plateforme dédiée partagée avec l'ANR, le Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche et le Secrétariat général pour l'investissement, les indicateurs et données mentionnés dans la CONVENTION ATTRIBUTIVE,
- diffuser aux PARTIES ou à l'ANR selon le cas, dans un délai raisonnable pour le bon déroulement de l'INITIATIVE, toutes correspondances d'intérêt commun,
- informer l'ANR en cas de difficulté et/ou de divergence entre les PARTIES, collecter les propositions de solutions émanant de chacune, en assurer la diffusion entre les PARTIES, en élaborer éventuellement la synthèse et veiller à la mise en œuvre de la solution retenue par le COMEX,
- participer aux opérations de communication impliquant les PARTIES dans les conditions prévues dans la CONVENTION ATTRIBUTIVE,
- répondre et coopérer aux demandes qui pourraient être formulées par l'ANR ou l'État dans le cadre d'études ou d'audits notamment dans le cadre de l'évaluation en fin de période probatoire,
- consulter l'ANR sur les conséquences du retrait ou de la défaillance ou de l'adhésion d'une PARTIE à l'INITIATIVE.

### **5.1.2 Obligations des PARTIES à l'égard de l'ETABLISSEMENT PORTEUR**

Afin de permettre à l'ETABLISSEMENT PORTEUR de remplir ses obligations, tant au titre des présentes que de la CONVENTION ATTRIBUTIVE, chaque PARTIE s'engage à :

- lui fournir tous les éléments de réponse relatifs aux demandes éventuelles de l'ANR dans des délais compatibles avec les délais impartis par l'ANR,
- porter à sa connaissance l'état d'avancement de ses parts des PROJETS, selon une périodicité à définir d'un commun accord,
- le prévenir sans délai de toute difficulté susceptible de compromettre l'exécution normale de l'INITIATIVE et/ou d'un PROJET,
- lui transmettre, à sa demande, les éléments nécessaires à l'établissement des comptes rendus intermédiaires d'avancement et de fin de PROJET et des relevés de dépenses destinés à l'ANR,
- communiquer les données nécessaires à renseigner les indicateurs listés en annexe 4 de la CONVENTION ATTRIBUTIVE, à la demande de l'ETABLISSEMENT PORTEUR et l'informer de tout dépôt de brevet, de certificat d'utilité ou de certificat d'addition et de toute cession ou nantissement de brevet dans le cadre de la réalisation de l'INITIATIVE ainsi que toute activité de valorisation menée sur les RÉSULTATS.

## 5.2 LA GOUVERNANCE DE L'INITIATIVE

La gouvernance associe les PARTIES à travers le COMITE EXECUTIF de LUE (COMEX) au sein duquel les PARTIES sont représentées.

En matière de gestion des ressources, elle s'appuie sur les instances de l'ETABLISSEMENT PORTEUR.

### 5.2.1 Le Comité exécutif (COMEX)

En matière de décision, le pilotage de l'ensemble de l'initiative LUE est assuré par le COMEX réunissant les représentants de toutes les PARTIES. Il assure le pilotage thématique et la programmation de court et moyen termes. Il décide de l'allocation des moyens en s'appuyant sur les avis de comités d'experts *ad hoc* et, le cas échéant, de l'ADVISORY COMMITTEE.

Il veille à la cohérence globale entre l'allocation des moyens et les objectifs de chaque PROGRAMME, et à la réalité de la dynamique d'entraînement de l'INITIATIVE sur l'écosystème lorrain.

#### 5.2.1.1 Composition

Le fonctionnement et l'animation du COMEX sont assurés par le directeur exécutif de LUE avec l'appui du CHEF DE PROJET OPERATIONNEL.

Le COMEX est composé d'un représentant de chaque PARTIE. Chaque PARTIE désigne un titulaire et un suppléant. A la date d'effet de l'ACCORD, la composition est la suivante :

- L'Université de Lorraine est représentée par le président (titulaire) et le vice-président recherche (suppléant)
- Le CNRS est représenté par le directeur scientifique référent pour la Lorraine (titulaire), le délégué régional Centre-Est (suppléant)
- L'Inra est représenté par le président du Centre Grand Est-Nancy (titulaire), le directeur du LABEX ARBRE (suppléant)
- Inria est représenté par le directeur du centre Inria Nancy Grand Est (titulaire), le responsable administratif du centre (suppléant)
- Inserm est représenté par le délégué régional Grand Est (titulaire), le directeur de l'unité DCAC UMR 1116 (suppléant)
- Le CHRU de Nancy est représenté par son vice-président recherche (titulaire), le directeur de la recherche (suppléant)
- AgroParisTech est représenté par le directeur du centre de Nancy (titulaire), son directeur adjoint (suppléant)
- GeorgiaTech Lorraine est représenté par son directeur (titulaire), son directeur adjoint (suppléant).

L'ETABLISSEMENT PORTEUR peut désigner des invités permanents en vue de la mise en œuvre des décisions qu'il prend. Les invités permanents ne prennent pas part aux votes du COMEX.

L'ANR peut, en tant que de besoin, être invitée par l'ETABLISSEMENT PORTEUR et être consultée par le COMEX sur toute question relative à l'INITIATIVE. L'ANR ne prend pas part aux votes du COMEX.

#### **5.2.1.2 Missions du COMEX**

Le COMEX est chargé du suivi de l'exécution de l'ACCORD, et notamment de l'avancement de l'INITIATIVE. Il veille au respect des échéances prévues.

- il définit les modalités et les conditions d'activation des PROGRAMMES mis en place dans le cadre de LUE,
- il propose les procédures et le lancement, il organise le suivi des appels à projets internes prévus dans les PROGRAMMES de LUE,
- il définit les objectifs, les moyens et les procédures d'évaluation et d'impact des différents PROGRAMMES de LUE,
- conformément à l'engagement de l'INITIATIVE LUE, il est garant d'une forte concentration des moyens sur les défis sociétaux définis par LUE (80% des moyens), d'un soutien sélectif (20% des moyens) aux projets émergents à fort potentiel hors de ce périmètre, et s'assure de leur effet d'entraînement sur l'ensemble du périmètre de l'INITIATIVE,
- il propose les éventuelles évolutions des défis sociétaux sur lesquels LUE se mobilise,
- il veille à la bonne articulation entre le déroulement de l'INITIATIVE et les objectifs et la vision de la politique scientifique de site.

Les décisions du COMEX sont présentées aux instances de l'ETABLISSEMENT PORTEUR, lesquelles dans leur champ de compétences, valident les orientations prises par le COMEX.

Il est également l'organe de concertation entre les PARTIES en cas de difficulté ou de litige quelle qu'en soit la nature.

Les PARTIES s'informent, par l'intermédiaire du COMEX, des mesures prises par chacune d'elles pour protéger leurs RÉSULTATS en application du présent ACCORD.

#### **5.2.1.3 Fonctionnement du COMEX**

Le COMEX se réunit au moins 6 (six) fois par an pendant la durée de l'INITIATIVE, aux dates qu'il aura lui-même fixées, ainsi qu'à la demande d'un quart de ses membres.

La Cellule opérationnelle LUE adresse l'ordre du jour de chaque réunion, par voie électronique à l'ensemble des membres avant la tenue du COMEX et communique, après la tenue de celle-ci, le compte-rendu à l'ensemble des membres. Un ou plusieurs membres, agissant dans le délai de sept (7) jours calendaires suivant la convocation, ont la faculté de requérir l'inscription à l'ordre du jour du COMEX de projets de décision par tout moyen de communication.

Le COMEX prend ses décisions à l'unanimité de ses membres présents ou représentés. Le quorum est atteint lorsque trois quart des membres sont présents ou représentés. Lorsque l'unanimité ne peut être atteinte, une règle de majorité des deux tiers des membres présents s'appliquera aux décisions relatives aux actes de gestion. En cas de désaccord persistant, l'arbitrage sera rendu par le président de l'ETABLISSEMENT PORTEUR de l'INITIATIVE.

#### **5.2.1.4 Directeur exécutif LUE**

Le COMEX est présidé et animé par le directeur exécutif de LUE, nommé conjointement par toutes les PARTIES, et qui a rang de vice-président de l'Université de Lorraine. Le directeur exécutif rend compte de l'action du COMEX aux instances des PARTIES, présente le budget spécifique LUE à l'approbation du conseil d'administration de l'ETABLISSEMENT PORTEUR. Le directeur exécutif LUE s'appuie sur une cellule opérationnelle et les services des PARTIES pour la mise en œuvre des décisions du COMEX.

#### **5.2.2 L'ADVISORY COMMITTEE de LUE**

L'ADVISORY COMMITTEE est composé de personnalités reconnues représentant les sphères scientifiques et économiques avec une proportion significative d'étrangers. Il se réunit au minimum annuellement pour conseiller le COMEX sur la stratégie à adopter, les projets phares à initier, sur les leviers les plus importants à actionner pour atteindre les objectifs de l'INITIATIVE. Il aura en charge l'évaluation de la stratégie globale, pluriannuelle, ainsi que celle des DEFIS SOCIO-ECONOMIQUES de l'INITIATIVE.

Il examine le rapport annuel de gestion et le rapport annuel scientifique présenté par le directeur exécutif.

Il veille à l'alignement stratégique de l'ensemble des actions en vue de nourrir les objectifs définis dans l'INITIATIVE.

Il émet des recommandations sur les PROJETS structurants qu'il lui semble pertinent de lancer pour assurer le meilleur positionnement possible de LUE dans le paysage de l'enseignement supérieur et de la recherche en France et en Europe.

#### **5.2.3 Le CONSEIL D'ORIENTATION de LUE**

Le CONSEIL D'ORIENTATION comprend le COMEX, les partenaires associés de l'INITIATIVE, et des soutiens de LUE tels que des représentants des collectivités territoriales ou du monde socio-économique. Il se réunit une fois par an pour prendre connaissance des actions de l'initiative. Il peut émettre des propositions d'orientation stratégique et thématique au COMEX, en s'appuyant sur les avis de l'ADVISORY COMMITTEE. Il veille à la cohérence de la stratégie, notamment partenariale, à moyen et long termes, et à l'interaction de LUE avec le tissu socio-économique et les territoires.

### **ARTICLE 6 – PROPRIETE INTELLECTUELLE**

L'ensemble des règles relatives à la propriété intellectuelle, objet du présent article, constituent un régime par défaut. Les PARTIES ont la faculté *inter alia* d'y déroger au titre d'accords-cadres préexistants ou dans le cadre d'un ACCORD SPÉCIFIQUE, le cas échéant intégrant des tiers, afférent à la réalisation de leur PART DU PROJET.

#### **6.1 CONNAISSANCES ANTÉRIEURES ET AMÉLIORATIONS**

Chaque PARTIE est et reste propriétaire de ses CONNAISSANCES ANTÉRIEURES et de toutes améliorations ou évolutions que son personnel y apporte.

Aucune disposition de l'ACCORD n'interdit à la PARTIE titulaire des droits de propriété sur les CONNAISSANCES ANTÉRIEURES de les utiliser de quelque manière que ce soit pour elle-même ou avec tout tiers de son choix.

L'ACCORD n'emporte aucune cession ou licence de plein droit par un PARTIE sur ses CONNAISSANCES ANTÉRIEURES au profit d'une autre PARTIE.

## **6.2 RÉSULTATS PROPRES**

Dans le cas où des RÉSULTATS seraient générés par une seule PARTIE, ils sont qualifiés de RÉSULTATS PROPRES. Les RÉSULTATS PROPRES sont la propriété de la PARTIE qui les a générés.

Les éventuels BREVETS NOUVEAUX et autres titres de propriété intellectuelle sur lesdits RÉSULTATS PROPRES sont déposés à ses seuls frais et risques, à son seul nom et à sa seule initiative.

Dans le cas où des RESULTATS seraient générés en partie par le personnel d'un laboratoire constitutif d'une structure de recherche commune dénuée de la personnalité morale (unité mixte de recherche ou laboratoire commun...), les tutelles dudit laboratoire sont considérées comme une seule PARTIE propriétaire et font, entre elles, leur affaire de la répartition de leurs droits de copropriété respectifs, conformément aux accords qui les lient entre elles.

## **6.3 RÉSULTATS COMMUNS**

### **6.3.1 Dispositions communes à tous les RÉSULTATS COMMUNS**

Sauf accord express entre les parties sur un projet, les RÉSULTATS COMMUNS seront détenus par les parties copropriétaires à parts égales

Les PARTIES COPROPRIÉTAIRES signeront, avant toute exploitation industrielle et/ou commerciale, un règlement régissant la copropriété des RÉSULTATS COMMUNS et reprenant pour ce qui concerne les RÉSULTATS COMMUNS brevetables et/ou les droits d'auteur les principes d'utilisation et d'exploitation exposés dans les articles ci-dessous.

La disposition précédente s'applique sous réserve des deux hypothèses suivantes :

- Lorsque les RÉSULTATS sont générés par le personnel d'une unité de recherche constituée entre plusieurs PARTIES, la répartition de la propriété des RÉSULTATS entre lesdites PARTIES est fixée conformément aux accords passés entre elles.
- Lorsque les RÉSULTATS sont générés par le personnel de plusieurs unités de recherche constituées entre plusieurs PARTIES, la copropriété de ces RÉSULTATS est répartie entre les PARTIES tutelles de ces unités de recherche conformément aux accords passés entre elles.

### **6.3.2 RÉSULTATS COMMUNS brevetables**

#### **6.3.2.1 Gestion et procédure**

Les PARTIES COPROPRIÉTAIRES de RÉSULTATS COMMUNS désigneront le MAITRE D'ŒUVRE dans le respect des textes en vigueur.

Si le MAITRE D'ŒUVRE est actionnaire de la SATT GRAND EST, il peut confier à cette dernière, dans le respect des accords passés avec elle, les opérations suivantes :

- assurer la protection des RÉSULTATS COMMUNS,
- négocier les licences et accords d'exploitation, accompagner la maturation des inventions.
- percevoir les redevances et les autres retours financiers



Dans cette hypothèse, la SATT GRAND EST prélève la part de revenus d'exploitation prévue dans la convention signée entre le MAITRE D'ŒUVRE et la SATT GRAND EST ainsi que par le plan d'affaire de la SATT GRAND EST, et reverse le solde au MAITRE D'ŒUVRE selon les termes de ces mêmes documents.

Le MAITRE D'ŒUVRE calcule l'intéressement dû à chaque inventeur employé par les PARTIES, selon les modalités de l'article R 611-14-1 du code de la propriété intellectuelle et du décret n°96-858 du 2 octobre 1996.

Le MAITRE D'ŒUVRE répartit ensuite entre les PARTIES COPROPRIETAIRES les revenus d'exploitation perçus, intégrant la part correspondant à l'intéressement de leurs inventeurs respectifs.

Si le MAITRE D'ŒUVRE n'est pas actionnaire de la SATT GRAND-EST, il peut assurer la protection et la valorisation des RÉSULTATS COMMUNS via la structure de son choix.

Dans cette hypothèse, les frais directs sont remboursés sur les revenus d'exploitation dans les conditions de l'arrêté du 19 juillet 2016 relatif aux modalités de prise en charge des frais engagés par le mandataire unique prévu à l'article L.533-1 du code de la recherche.

Le MAITRE D'ŒUVRE calcule l'intéressement dû à chaque inventeur employé par les Parties, selon les modalités de l'article R 611-14-1 du code de la propriété intellectuelle et du décret n°96-858 du 2 octobre 1996.

Le MAITRE D'ŒUVRE a droit à une rétribution au titre des frais indirects à hauteur de 20% des revenus d'exploitation des résultats après déduction des frais directs.

Le MAITRE D'ŒUVRE répartit entre les PARTIES COPROPRIETAIRES les revenus d'exploitation perçus, déduction faite des frais directs et indirects, intégrant la part correspondant à l'intéressement des inventeurs.

Chaque PARTIE COPROPRIETAIRE s'engage :

- à ce que le nom des inventeurs soit mentionné, à moins que ces derniers ne s'y opposent,
- à faire ses meilleurs efforts afin que son personnel respectif, cité comme inventeur, donne toutes les signatures et accomplisse toutes les formalités nécessaires au dépôt, au maintien et à la défense desdits brevets,
- à faire son affaire de la rémunération éventuelle de ses inventeurs.
- à mettre tous les moyens en œuvre pour répondre dans les meilleurs délais aux demandes du MAITRE D'ŒUVRE à l'occasion des démarches de protection des RÉSULTATS COMMUNS.

Les frais de dépôt, d'obtention et de maintien en vigueur des BREVETS en copropriété seront supportés par le MAITRE D'ŒUVRE, qui sera remboursé sur les revenus d'exploitation.

#### *6.3.2.2 Renonciation*

Si l'une des PARTIES COPROPRIETAIRES de RÉSULTATS COMMUNS renonce à déposer ou, après avoir été partie à des dépôts de BREVETS NOUVEAUX renonce à poursuivre une procédure de délivrance ou à maintenir en vigueur un ou plusieurs BREVETS NOUVEAUX dans un ou plusieurs pays, elle devra en informer le MAITRE D'ŒUVRE en temps opportun pour que la procédure de délivrance ou le maintien en vigueur des BREVETS NOUVEAUX soit poursuivi.

La PARTIE COPROPRIETAIRE qui s'est désistée ou a abandonné ses droits conformément aux alinéas précédents s'engage à signer ou à faire signer toutes pièces nécessaires pour permettre aux autres PARTIES COPROPRIETAIRES de devenir seuls copropriétaires du ou des BREVETS NOUVEAUX dans le ou les pays concernés.

La PARTIE COPROPRIETAIRE renonçant ne pourra prétendre à aucune compensation pour l'exploitation des BREVETS NOUVEAUX par les autres PARTIES COPROPRIETAIRES dans les pays où elle a abandonné la procédure.

#### *6.3.2.3 Cession de quote-part de copropriété*

Chaque PARTIE COPROPRIETAIRE peut céder librement tout ou partie de sa quote-part de copropriété sur les BREVETS NOUVEAUX ou demandes de brevet correspondants.

Préalablement à toute cession de sa quote-part, le cédant doit notifier son intention de cession aux autres PARTIES COPROPRIETAIRES par lettre recommandée avec avis de réception. Les autres PARTIES COPROPRIETAIRES bénéficient en ce cas d'un droit de préemption qu'elles peuvent exercer, sous peine de déchéance, dans un délai de deux (2) mois à compter de la notification de l'intention de cession par le cédant.

En cas d'exercice du droit de préemption par les autres PARTIES COPROPRIETAIRES, la transaction sera réalisée aux conditions initialement notifiées par le cédant, comme indiqué ci-dessus.

À l'expiration de ce délai et faute d'exercice du droit de préemption par les autres PARTIES COPROPRIETAIRES, le cédant bénéficie de plein droit de l'autorisation de cession à un tiers.

Dans l'acte de cession, le cédant portera à la connaissance du tiers cessionnaire, les droits et obligations qui sont contenus dans l'ACCORD notamment eu égard à l'exploitation des CONNAISSANCES ANTÉRIEURES et des RÉSULTATS telle que décrite à l'article 7. Le cessionnaire devra être soumis aux obligations ci-avant et sera subrogé dans les droits et obligations du cédant. Une copie de l'acte de cession sera communiquée aux autres PARTIES COPROPRIETAIRES initiales.

#### *6.3.2.4 Défense des BREVETS NOUVEAUX*

Au cas où l'une des PARTIES COPROPRIETAIRES suspecterait la contrefaçon d'un BREVET NOUVEAU, les PARTIES COPROPRIETAIRES se consulteront sur l'opportunité d'entamer ensemble une action en contrefaçon.

En cas de renoncement à une telle action par une ou plusieurs PARTIES COPROPRIETAIRES dans un délai de soixante (60) jours calendaires à compter de la notification par l'une des PARTIES COPROPRIETAIRES aux autres PARTIES COPROPRIETAIRES des actes de contrefaçon d'un tiers, chacune des PARTIES COPROPRIETAIRES pourra exercer, sous sa propre responsabilité, à ses frais et à son entier profit, toutes actions qu'elle jugera utile.

Aucune des PARTIES COPROPRIETAIRES ayant participé à de telles actions ne sera redevable de la moindre garantie à l'égard des autres PARTIES COPROPRIETAIRES quant aux conséquences dommageables de telles actions et notamment en cas d'annulation de tout ou partie des BREVETS NOUVEAUX.

### **6.3.3 RÉSULTATS COMMUNS relevant du droit d'auteur (y compris les logiciels)**

Dans l'hypothèse où les RÉSULTATS COMMUNS sont protégeables par le droit d'auteur, les PARTIES employeurs des auteurs personnes physiques ayant contribué à ces RÉSULTATS COMMUNS en sont réputés copropriétaires au prorata de leur quote-part de copropriété sous réserve des droits moraux des auteurs. Le cas échéant, des cessions de droits d'auteurs seront mises en place.

Les PARTIES concernées mettront en œuvre tous les moyens pour, en tant que de besoin, disposer de tous les droits patrimoniaux relatifs aux RÉSULTATS COMMUNS.

Le MAITRE D'ŒUVRE sera choisi dans les mêmes conditions et avec les mêmes missions que celles prévues à l'article 6.3.2.1 de l'ACCORD. De même, il procédera à la répartition des redevances selon les mêmes modalités que celles prévues audit article, dans le respect des textes en vigueur.

#### **6.4 Marques et autres signes distinctifs**

Chaque PARTIE reste titulaire de ses marques et autres signes distinctifs et des droits d'exploitation y afférents. Les autres PARTIES ne sont pas autorisées à en faire usage, sauf accord écrit de la PARTIE qui en est propriétaire. En tout état de cause, les sigles, logos et marques de chaque PARTIE ainsi que toute référence à ceux-ci ne pourront être utilisés que dans des conditions telles qu'en aucune manière il ne puisse être porté atteinte à l'image, à la réputation ou à la notoriété de ladite PARTIE.

Les PARTIES pourront décider de procéder au dépôt de toute marque qu'ils estiment nécessaires notamment pour la visibilité de l'INITIATIVE. Cette décision fera l'objet d'une décision du COMEX. Le cas échéant, les frais liés au dépôt de la marque seront portés à parts égales par les PARTIES.

En cas de dépôt de marque dans le cadre d'un PROJET, les PARTIES concernées se concerteront afin d'envisager tout dépôt utile et en informeront le COMEX selon les procédures en vigueur.

### **ARTICLE 7 - UTILISATION / EXPLOITATION DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE**

L'ensemble des règles relatives à l'utilisation et à l'exploitation des droits de propriété intellectuelle, objet du présent article, constitue un régime par défaut. Les PARTIES ont la faculté *inter alia* d'y déroger au titre d'accords cadre préexistants ou dans le cadre d'une CONVENTION SPÉCIFIQUE afférent à la réalisation de leur PART d'un PROJET.

Sans préjudice des conventions passées par tout ou partie des PARTIES et qui pourront prendre en compte notamment l'intervention des tiers, industriels ou non, les PARTIES ont convenu ce qui suit :

#### **7.1 CONNAISSANCES ANTÉRIEURES**

##### **7.1.1 Utilisation aux fins d'exécution du PROJET**

Pour les besoins de l'exécution de sa PART DU PROJET et à cette seule fin, chacune des PARTIES pourra utiliser sans contrepartie financière, les CONNAISSANCES ANTÉRIEURES d'une autre PARTIE, sous réserve du droit des tiers, et ceci pendant la durée du PROJET. Ces CONNAISSANCES ANTÉRIEURES seront communiquées par la PARTIE détentrice sur demande expresse de la PARTIE ayant besoin de les utiliser et devront être traitées comme des INFORMATIONS CONFIDENTIELLES conformément aux termes de l'article 8.1 de l'ACCORD.

Plus particulièrement, lorsque les CONNAISSANCES ANTÉRIEURES sont des logiciels, la PARTIE qui les reçoit en application du présent article 7.1.1 ne pourra les utiliser que sur ses propres matériels et ne sera autorisé à réaliser, outre une copie de sauvegarde, que la reproduction strictement nécessaire aux chargements, affichage, exécution, transmission, stockage de ces logiciels et aux seules fins de son utilisation pour la réalisation de sa PART DU PROJET.

##### **7.1.2 Utilisation aux fins d'exploitation industrielle et/ou commerciale des RÉSULTATS**

Chaque PARTIE s'engage, sous réserve des droits des tiers, à concéder à toute PARTIE, sur sa demande expresse et motivée, une licence non exclusive sur ses CONNAISSANCES ANTÉRIEURES lorsqu'elles sont nécessaires à l'exploitation des RÉSULTATS. Cet engagement restera en vigueur pendant la durée de chaque PROJET concerné et les six (6) mois qui suivent son expiration pour quelque cause que ce soit.

La licence donnera lieu à la signature entre les PARTIES concernées d'un accord écrit préalable, précisant l'étendue des droits concédés, la durée de la licence ainsi que les conditions financières.

Plus particulièrement, lorsque les CONNAISSANCES ANTÉRIEURES sont des logiciels, la PARTIE ne pourra les utiliser que sur ses propres matériels et ne sera autorisé à réaliser, outre une copie de sauvegarde, que la reproduction strictement nécessaire aux chargements, affichage, exécution, transmission et stockage de ces logiciels, selon les termes de l'accord de licence visé ci-dessus.

La PARTIE qui reçoit les logiciels s'interdit tous autres actes d'utilisation ou toute autre exploitation desdits logiciels, et notamment tout prêt ou divulgation à des tiers, sauf autorisation préalable de la PARTIE détentrice.

Le droit d'utilisation ainsi conféré n'entraîne pas l'accès aux codes sources des logiciels considérés, sauf accord exprès de la PARTIE détentrice.

### **7.1.3 Étendue des droits concédés**

Les droits ainsi concédés sur les CONNAISSANCES ANTÉRIEURES par une PARTIE à une autre PARTIE seront non exclusifs, non cessibles et comporteront, sous réserve de l'accord de la PARTIE propriétaire des CONNAISSANCES ANTÉRIEURES sur la personne du sous-licencié et sur les conditions de la sous-licence et dans le respect du droit des TIERS, la faculté de sous-licencier.

## **7.2 RÉSULTATS**

Chaque PARTIE peut librement utiliser, exploiter et/ou faire exploiter ses RÉSULTATS PROPRES.

### **7.2.1 Utilisation aux fins d'exécution du PROJET**

Chacune des PARTIES concède aux autres PARTIES, un droit non exclusif, non cessible, sans faculté de sous-licence et sans contrepartie financière de ses RÉSULTATS aux seules fins de l'exécution de leur PART DU PROJET.

Les conditions d'exercice de ce droit d'utilisation seront les mêmes que celles prévues à l'article 7.1 ci-dessus pour l'utilisation des CONNAISSANCES ANTÉRIEURES.

### **7.2.2 Utilisation aux fins de recherche**

Chaque PARTIE peut utiliser librement et sans contrepartie financière, les RÉSULTATS des autres PARTIES issus du PROJET dans lequel elles sont impliquées, exclusivement pour ses besoins propres de recherche (seule ou en collaboration avec d'autres PARTIES et/ou des tiers dans le respect des obligations de confidentialité prévues au présent ACCORD).

### **7.2.3 Utilisation aux fins d'exploitation des RÉSULTATS**

Les PARTIES COPROPRIÉTAIRES de RÉSULTATS COMMUNS préciseront *inter alia* les modalités d'exploitation desdits RÉSULTATS COMMUNS dans le cadre du règlement de copropriété mentionné à l'article 6.3.1 ci-dessus.

Les PARTIES s'engagent à prendre toutes les mesures appropriées, notamment à l'égard de leur personnel et/ou de leurs sous-traitants éventuels, leur permettant d'accorder aux autres PARTIES des droits d'exploitation et d'utilisation des RÉSULTATS dans les conditions prévues à l'ACCORD.

7.2.3.2 Dans le respect des accords préexistants conclus entre eux, toute exploitation directe et/ou indirecte par un PARTIE COPROPRIETAIRE de RÉSULTATS COMMUNS donnera lieu à une compensation financière équitable, forfaitaire ou proportionnelle au profit des autres PARTIES COPROPRIETAIRES.

## **ARTICLE 8 – CONFIDENTIALITE – PUBLICATIONS**

### **8.1 CONFIDENTIALITE**

**8.1.1** Chacune des PARTIES, pour autant qu'elle soit autorisée à le faire, transmettra aux autres PARTIES, les seules INFORMATIONS CONFIDENTIELLES qu'elle juge nécessaires à la réalisation de leur PART DU PROJET.

Aucune disposition de l'ACCORD ne peut être interprétée comme obligeant l'une des PARTIES à divulguer des INFORMATIONS CONFIDENTIELLES à une autre PARTIE.

**8.1.2** Sous réserve des stipulations d'ACCORDS SPÉCIFIQUES conclus entre une ou plusieurs PARTIES et le cas échéant des tiers pour les besoins d'un PROJET, la PARTIE qui reçoit une INFORMATION CONFIDENTIELLE (ci-après désigné la «PARTIE RECIPIENDAIRE») d'une autre PARTIE (ci-après désignée la «PARTIE EMETTRICE») s'engage, à ce que les INFORMATIONS CONFIDENTIELLES émanant de la PARTIE EMETTRICE :

- a) soient protégées et gardées strictement confidentielles,
- b) ne soient communiquées qu'aux seuls membres de son personnel, ou à ses sous-traitants ayant à en connaître pour l'exécution de sa PART DU PROJET et sous réserve qu'ils soient tenus d'obligations de confidentialité au moins aussi strictes que celles résultant des présentes.
- c) ne soient utilisées par lesdites personnes visées au b) ci-dessus que dans le but défini par l'ACCORD,
- d) ne soient copiées, reproduites ou dupliquées totalement ou partiellement qu'aux fins de réalisation du PROJET en découlant,

Toutes les INFORMATIONS CONFIDENTIELLES et leurs reproductions, transmises par une PARTIE à une autre PARTIE, resteront la propriété de la PARTIE EMETTRICE sous réserve des droits des tiers et devront être restituées à cette dernière ou détruite sur sa demande, à l'exception d'une copie qui pourra être conservée à des seules fins d'archivage.

La PARTIE RECIPIENDAIRE aura un délai de dix (10) jours à compter de la demande de la PARTIE EMETTRICE pour, soit restituer les INFORMATIONS CONFIDENTIELLES, soit lui adresser une attestation de leur destruction.

En tout état de cause, la PARTIE RECIPIENDAIRE reste responsable vis-à-vis de la PARTIE EMETTRICE du respect par ses sous-traitants des obligations prévues au présent article 8.1.2.

**8.1.3** La PARTIE RECIPIENDAIRE n'aura aucune obligation et ne sera soumise à aucune restriction eu égard à toutes les INFORMATIONS CONFIDENTIELLES dont elle peut apporter la preuve :

- a) qu'elles sont entrées dans le domaine public ou sont devenues accessibles au public préalablement à leur divulgation ou après celle-ci mais dans ce cas en l'absence de toute faute de la PARTIE RECIPIENDAIRE,
- b) qu'elles étaient licitement en sa possession avant qu'elle les ait reçues de la PARTIE EMETTRICE,
- c) qu'elles ont été reçues d'un tiers autorisé à les communiquer de manière licite,
- d) que leur utilisation ou communication a été autorisée par écrit par la PARTIE EMETTRICE,
- e) qu'elles ont été développées de manière indépendante et de bonne foi par des personnels de la PARTIE RECIPIENDAIRE sans qu'elles aient eu accès à ces INFORMATIONS CONFIDENTIELLES.

Dans le cas où la communication d'INFORMATIONS CONFIDENTIELLES est imposée par l'application d'une disposition légale ou réglementaire ou dans le cadre d'une procédure judiciaire, administrative ou arbitrale, cette communication doit être limitée au strict nécessaire. La PARTIE RECIPIENDAIRE s'engage à informer immédiatement et préalablement à toute communication la PARTIE EMETTRICE afin de permettre à cette dernière de prendre les mesures appropriées à l'effet de préserver leur caractère confidentiel.

**8.1.4** Sans préjudice des articles 6 et 7, il est expressément convenu entre les PARTIES que la communication entre elles d'INFORMATIONS CONFIDENTIELLES, au titre de l'ACCORD, ne peut en aucun cas être interprétée comme conférant de manière expresse ou implicite à la PARTIE RECIPIENDAIRE un droit quelconque, notamment de propriété intellectuelle (sous forme d'une licence ou par tout autre moyen) sur les INFORMATIONS CONFIDENTIELLES.

**8.1.5** Les PARTIES ne sauraient se prévaloir des stipulations du présent article pour restreindre toute communication à l'ETABLISSEMENT PORTEUR d'informations requises par celui-ci pour l'accomplissement de ses obligations notamment vis-à-vis de l'ANR ou encore de l'État.

**8.1.6** Les PARTIES sont expressément autorisées à transmettre à leurs AFFILIÉS et aux personnes morales auxquelles elles ont confié l'exercice de certaines de leurs activités, des INFORMATIONS CONFIDENTIELLES afin de permettre à ses dernières d'accomplir leurs missions pour les besoins de l'ACCORD. Une telle transmission ne constitue pas une violation de son obligation de confidentialité. La PARTIE concernée veillera à faire respecter cette obligation par l'AFFILIÉ, la personne morale visée ci-avant de l'obligation de confidentialité telle qu'elle résulte de l'ACCORD.

**8.1.7** Les stipulations du présent article 8 demeureront en vigueur :

- pendant la durée de l'ACCORD et pendant les cinq (5) ans qui suivent son terme, quelle qu'en soit la cause (telle que résiliation de l'ACCORD en cas de retrait ou de défaillance d'une PARTIE), s'agissant des INFORMATIONS CONFIDENTIELLES portant sur l'INITIATIVE, notamment les débats dans les instances de l'INITIATIVE.
- pendant la durée de chaque PROJET concerné et pendant les cinq (5) ans qui suivent son terme, quelle qu'en soit la cause (telle que résiliation de l'ACCORD en cas de retrait ou de défaillance d'une PARTIE) pour les INFORMATIONS CONFIDENTIELLES divulguées dans les PROJETS.

## **8.2 PUBLICATIONS – COMMUNICATIONS**

**8.2.1** En matière de communication, les PARTIES s'engagent à fournir leurs meilleurs efforts en vue d'assurer la diffusion publique des comptes rendus d'avancement de l'INITIATIVE et des PROJETS menés dans le cadre de l'INITIATIVE ou de leurs résumés.

L'ETABLISSEMENT PORTEUR est responsable des actions générales de communication sur l'INITIATIVE, pour toute publication et/ou communication sur des PROJETS et/ou des RÉSULTATS. Les PARTIES s'entendent afin d'assurer la meilleure portée possible des éléments de communication relatifs à l'INITIATIVE auprès notamment du grand public, des collectivités, des partenaires. Chaque PARTIE est libre de communiquer de façon générale sur l'INITIATIVE, à l'exclusion de toute communication, publication ou présentation sur des RÉSULTATS ou CONNAISSANCES ANTÉRIEURES d'autres PARTIES et sous réserve d'en informer le COMEX.

En matière de politique de publication, les PARTIES s'engagent au respect des règles de déontologie en vigueur en s'appuyant sur les accords existant entre elles.

**8.2.2** Sous réserve des stipulations de CONTRATS SPÉCIFIQUES conclus entre une ou plusieurs PARTIES et le cas échéant des tiers pour les besoins d'un PROJET, et dans le respect des stipulations de l'article 8.1, tout projet de communication ou de publication, présentation sous quelque support ou forme que ce soit, relatif à un PROJET, portant sur des RÉSULTATS ou les CONNAISSANCES ANTÉRIEURES d'autres PARTIES, par l'une des PARTIES, doit recevoir l'accord préalable écrit des autres PARTIES concernées, demandé par toute voie écrite permettant un avis de réception.

Cette obligation demeurera en vigueur pendant la durée de chaque PROJET concerné et pendant les deux (2) ans qui suivent son terme, quelle qu'en soit la cause (telle que résiliation de l'ACCORD en cas de retrait ou de défaillance d'une PARTIE).

Au-delà de la période de deux (2) ans précitée, la communication ou la publication des RÉSULTATS COMMUNS ou des CONNAISSANCES ANTÉRIEURES qui ne constituent pas ou plus des INFORMATIONS CONFIDENTIELLES au sens de l'article 8.1, est libre. Pour les RÉSULTATS COMMUNS ou CONNAISSANCES ANTÉRIEURES qui constituent encore des INFORMATIONS CONFIDENTIELLES, la procédure de demande d'autorisation susvisée est maintenue pour la durée de l'obligation de confidentialité mentionnée à l'article 8.1.7.

La PARTIE ayant l'intention de publier ou de faire une communication portant sur des RÉSULTATS ou les CONNAISSANCES ANTÉRIEURES d'autres PARTIES doit envoyer son projet aux autres PARTIES concernées trente (30) jours calendaires avant la date de publication ou de communication prévue.

Les PARTIES concernées doivent rendre leur décision dans un délai maximal de vingt et un (21) jours calendaires à compter de la date de la demande. En l'absence de réponse d'une PARTIE à l'issue de ce délai, son accord sera réputé acquis.

Cette décision peut consister :

- à accepter sans réserve le projet de communication ou de publication;
- à demander que les INFORMATIONS CONFIDENTIELLES leur appartenant soient retirées du projet de communication ou de publication ;
- à demander des modifications, si certaines informations contenues dans le projet de communication ou de publication sont de nature à porter préjudice à l'exploitation industrielle et commerciale des CONNAISSANCES ANTÉRIEURES et/ou des RÉSULTATS à condition que les modifications n'altèrent pas la valeur scientifique de publication ou communication ;
- à demander que la communication ou la publication soit différée pour une durée à préciser si des causes réelles et sérieuses l'exigent, en particulier si des informations contenues dans le projet de

publication ou de communication doivent faire l'objet d'une protection au titre de la propriété industrielle.

Toutefois, aucune des PARTIES ne pourra refuser dans ce cas son accord à une publication ou communication au-delà d'un délai de dix-huit (18) mois suivant la première soumission du projet concerné.

Ces publications ou communications devront respecter le guide des bonnes pratiques pour les publications scientifiques prévu en annexe 4.

**8.2.3** Dans le respect des stipulations de l'article 8.1 relatives à la confidentialité, les termes de l'article 8.2.1 ne pourront faire obstacle :

- ni à l'obligation qui incombe aux personnels des PARTIES de produire un rapport d'activité aux organisme(s) dont elle relève ;
- ni à la soutenance de thèse des chercheurs participant au PROJET ; cette soutenance, organisée dans le respect de la réglementation universitaire en vigueur est par principe publique mais peut exceptionnellement être organisée à huis-clos ;
- ni aux dépôts par une ou plusieurs PARTIES d'une demande de brevet découlant uniquement de leurs RÉSULTATS ;
- ni à la publication ou communication par une PARTIE de ses CONNAISSANCES ANTÉRIEURES ET RÉSULTATS PROPRES.

**8.2.4** Conscientes de l'enjeu d'un bon référencement des publications scientifiques issues des PROJETS pour l'atteinte des objectifs de l'INITIATIVE, les PARTIES s'engagent à respecter et à faire respecter à leurs agents les termes du guide des bonnes pratiques pour la publication scientifique présenté en annexe 3.

## **ARTICLE 9 – RESPONSABILITÉS – ASSURANCES**

### **9.1 RESPONSABILITÉ A L'EGARD DES TIERS**

Chaque PARTIE reste responsable, dans les conditions du droit commun, des dommages qu'elle pourrait causer aux tiers à l'occasion de l'exécution de l'ACCORD.

### **9.2 RESPONSABILITÉ ENTRE LES PARTIES**

#### **9.2.1 Dommages corporels**

Chacune des PARTIES prend en charge la couverture de son personnel conformément à la législation applicable dans le domaine de la sécurité sociale, du régime des accidents du travail et des maladies professionnelles dont elle relève et procède aux formalités qui lui incombent.

Chacune des PARTIES est responsable suivant les règles du droit commun des dommages de toute nature qu'elle cause au personnel d'une autre PARTIE.

#### **9.2.2 Dommages aux biens**



Chacune des PARTIES assume les conséquences, dans les conditions de droit commun, des dommages qu'elle cause du fait ou à l'occasion de l'exécution de l'ACCORD aux biens mobiliers ou immobiliers d'une autre PARTIE.

### **9.2.3 Dommages Indirects**

Les PARTIES renoncent mutuellement à se demander réparation des préjudices indirects (perte de production, perte de chiffre d'affaires, manque à gagner, etc.) qui pourraient survenir dans le cadre de l'ACCORD.

## **9.3 GARANTIES ET RESPONSABILITÉS DU FAIT DES CONNAISSANCES ANTÉRIEURES, RÉSULTATS ET AUTRES INFORMATIONS**

Chaque PARTIE reconnaît que les CONNAISSANCES ANTÉRIEURES, les RÉSULTATS et les autres informations communiquées aux autres PARTIES dans le cadre de l'exécution de l'ACCORD sont communiqués en l'état, sans aucune garantie de quelque nature qu'elle soit.

Les CONNAISSANCES ANTÉRIEURES, les RÉSULTATS et ces autres informations sont utilisés par les PARTIES dans le cadre de l'ACCORD à leurs seuls frais, risques et périls respectifs, et en conséquence, aucune des PARTIES n'aura de recours contre les autres PARTIES, ni ses sous-traitants éventuels, ni son personnel, à quelque titre et pour quelque motif que ce soit, en raison de l'usage de ces CONNAISSANCES ANTÉRIEURES, de ces RÉSULTATS et de ces autres informations, y compris en cas de recours de tiers invoquant l'atteinte à ses droits de propriété intellectuelle.

## **9.4 ASSURANCES**

Chaque PARTIE, doit, en tant que de besoin, souscrire et maintenir en cours de validité les polices d'assurance nécessaires à la couverture des risques et responsabilités lui incombant, tant en vertu du droit commun que de ses engagements contractuels.

Chaque PARTIE doit notamment s'assurer en responsabilité civile exploitation et en responsabilité civile professionnelle.

La règle selon laquelle « l'État est son propre assureur » s'applique aux établissements PARTIES à l'exception de l'UL et de GTL.

## **ARTICLE 10 – PRISE D'EFFET - DUREE DE L'ACCORD - RESILIATION**

### **10.1 PRISE D'EFFET ET DURÉE**

L'ACCORD est conclu pour la même durée que la durée de la CONVENTION.

La date d'effet de l'ACCORD est le 23 mars 2016, point de départ de l'éligibilité des dépenses de l'INITIATIVE.

Les stipulations des articles 6, 7, 8, 9 et demeureront en vigueur, pour la durée qui leur est propre, nonobstant l'expiration ou la résiliation de l'ACCORD.

### **10.2 RESILIATION**

L'ACCORD peut être résilié, de plein droit, partiellement ou totalement, sur décision unanime du COMEX.

Les ACCORDS SPECIFIQUES déjà signés au moment où la résiliation prend effet seront menés à terme sauf accord en sens contraire des parties concernées.

Sauf autrement convenu par écrit entre les PARTIES, en cas de décision de l'ANR d'arrêter le financement de l'INITIATIVE, les PARTIES se rencontreront et décideront d'un commun accord (1) soit de continuer l'INITIATIVE selon les modalités qu'elles définiront à ce moment, (2) soit de résilier le présent ACCORD.

## **ARTICLE 11 – RETRAIT OU DEFAILLANCE - ADHESION**

### **11.1 RETRAIT**

Une PARTIE qui souhaite se retirer de l'INITIATIVE devra notifier sa décision dûment motivée à l'ETABLISSEMENT PORTEUR et à l'ANR dans les meilleurs délais.

L'ETABLISSEMENT PORTEUR convoque une réunion exceptionnelle du COMEX dans un délai de quinze (15) jours calendaires en présence d'une PARTIE souhaitant se retirer qui exposera à cette occasion ses justifications.

La résiliation de l'ACCORD vis-à-vis d'une PARTIE qui se retire prend effet à la date de la première présentation de la notification que lui adresse l'ETABLISSEMENT PORTEUR postérieurement à la réunion du COMEX.

### **11.2 DEFAILLANCE D'UNE PARTIE**

Au cas où l'une des PARTIES manquerait aux obligations qui lui incombent, l'ETABLISSEMENT PORTEUR lui adresse une mise en demeure par lettre recommandée avec avis de réception. Dans l'hypothèse où celle-ci resterait sans effet pendant un délai d'un (1) mois, l'ETABLISSEMENT PORTEUR convoque une réunion exceptionnelle du COMEX dans un délai de quinze (15) jours calendaires en présence de la PARTIE défaillante qui exposera à cette occasion ses justifications.

Le COMEX peut décider d'exclure la PARTIE défaillante de l'INITIATIVE, celle-ci ne prenant pas part au vote.

Cette décision est soumise à l'approbation de l'ANR.

Dans ce cas, la résiliation de l'ACCORD vis-à-vis de la PARTIE exclue prend effet à la date de la première présentation de la notification que lui adresse l'ETABLISSEMENT PORTEUR postérieurement à la réunion du COMEX.

### **11.3 CONSEQUENCES DU RETRAIT OU DE LA DEFAILLANCE**

Le COMEX identifie les conséquences du retrait ou de la défaillance, émet les solutions que l'ETABLISSEMENT PORTEUR soumet à l'ANR afin de permettre la poursuite de l'INITIATIVE, conformément aux stipulations de l'article 5 ci-avant.

La PART DE L'INITIATIVE et le cas échéant d'un/de PROJETS affectée par le retrait ou l'exclusion d'une PARTIE pourra être assurée par une autre PARTIE ou par un tiers désigné par le COMEX, sous réserve de l'acceptation de la PARTIE ou du tiers qui se voit réaffecter la PART DU PROJET et/ou de l'INITIATIVE et que cette réaffectation soit approuvée par l'ANR.

Dans les cas prévus aux articles 11.1 et 11.2, la PARTIE exclue ou qui se retire s'engage à communiquer aux autres PARTIES ou au tiers remplaçant ce premier, gratuitement et sans délai, tous les dossiers et

informations nécessaires à l'exécution de la PART DU PROJET et/ou de l'INITIATIVE affectée. En outre, la PARTIE exclue ou qui se retire s'engage à ne pas opposer aux autres PARTIES ou au tiers le remplaçant, ses droits de propriété intellectuelle relatifs à ses CONNAISSANCES ANTÉRIEURES et RÉSULTATS, pour la poursuite de la PART DU PROJET et/ou de l'INITIATIVE concernés. Elle s'engage à négocier les termes d'une licence pour l'exploitation de ses RÉSULTATS et/ou de ses CONNAISSANCES ANTÉRIEURES, dans les conditions de l'article 7 ci-avant.

Le retrait ou l'exclusion d'une PARTIE ne dispense pas celui-ci de remplir les obligations contractées jusqu'à la date d'effet de la résiliation de l'ACCORD à son égard et ne saurait en aucun cas être interprété comme une renonciation par les autres PARTIES à l'exercice de leurs droits à d'éventuels dommages et intérêts.

#### **11.4 ADHESION D'UN TIERS**

La participation d'une nouvelle personne morale à l'INITIATIVE en qualité de PARTIE est soumise à l'approbation du COMEX et de l'ANR ainsi et qu'à la signature préalable d'un avenant à l'ACCORD. Les PARTIES donnent mandat à l'ETABLISSEMENT PORTEUR de signer en leur nom et pour leur compte l'avenant à l'ACCORD ayant pour seul objet l'entrée d'une nouvelle PARTIE et n'introduisant aucune modification à l'ACCORD.

#### **ARTICLE 12 – FORCE MAJEURE**

Aucune PARTIE ne sera responsable de la non-exécution totale ou partielle de ses obligations provoquées par un événement constitutif d'un cas de force majeure au sens de la jurisprudence administrative.

La PARTIE invoquant un événement constitutif d'un cas de force majeure devra en aviser l'ETABLISSEMENT PORTEUR par écrit avec avis de réception dans les dix (10) jours calendaires suivant la survenance de cet événement. L'ETABLISSEMENT PORTEUR devra ensuite en informer l'ANR dans les meilleurs délais.

Le COMEX se réunit dans les plus brefs délais afin de proposer une solution pour permettre la réalisation de l'INITIATIVE.

L'ETABLISSEMENT PORTEUR informera l'ANR de la solution retenue pour assurer la continuité de l'INITIATIVE.

#### **ARTICLE 13 – CORRESPONDANCE**

Toute notification relative à l'exécution ou à l'interprétation de l'ACCORD sera valablement faite aux coordonnées respectives des PARTIES. Toute notification devra, pour être valablement opposée aux autres PARTIES, être faite par courrier électronique avec accusé de réception, par télécopie ou par lettre recommandée avec avis de réception, qui sera réputée remise à compter de la première présentation à la PARTIE réceptrice.

Chaque PARTIE devra informer les autres PARTIES, via l'ETABLISSEMENT PORTEUR, par écrit, de tout changement d'interlocuteur ou d'adresse dans les meilleurs délais.

## **ARTICLE 14 – INTUITU PERSONAE – CESSION DE CONTRAT**

Les PARTIES déclarent que l'ACCORD est conclu *intuitu personae*.

En conséquence, aucune PARTIE n'est autorisée à céder à un tiers tout ou partie de ses droits et obligations sans l'autorisation du COMEX et de l'ANR.

## **ARTICLE 15 –LOI APPLICABLE - LITIGES**

Le présent ACCORD est soumis au droit français.

En cas de difficulté sur l'interprétation ou l'exécution de l'ACCORD, les PARTIES s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable par l'intermédiaire du COMEX, qui pourra, le cas échéant, recourir à un médiateur.

En cas de désaccord persistant, le litige sera définitivement tranché par le tribunal compétent, saisi à l'initiative de la PARTIE la plus diligente.

## **ARTICLE 16 – STIPULATIONS DIVERSES**

### **16.1 NULLITE**

Dans l'hypothèse où une ou plusieurs des stipulations de l'ACCORD serait contraire à une loi ou à un texte réglementaire impératifs, les PARTIES procèderaient aux modifications de l'ACCORD nécessaires pour se conformer à cette loi ou à ce texte. Toutes les autres stipulations de l'ACCORD resteraient en vigueur.

### **16.2 OMISSIONS**

Le fait, par l'une des PARTIES d'omettre en une ou plusieurs occasions de se prévaloir d'une ou plusieurs stipulations de l'ACCORD, ne peut en aucun cas impliquer renonciation par la PARTIE intéressée à s'en prévaloir ultérieurement.

### **16.3 MODIFICATIONS**

Aucune addition ou modification des termes de l'ACCORD n'a d'effet à l'égard des PARTIES à moins d'être faite par avenant signé par leurs représentants dûment habilités.

### **16.4 CHARTE GRAPHIQUE DE L'INITIATIVE**

Une charte graphique de l'INITIATIVE est définie et s'applique pour les besoins de communication externe et interne du PROJET. Les éléments de la charte graphique sont présentés en annexe 4.

## **ANNEXES**

### **Annexe 1 : Convention attributive**



**CONVENTION ATTRIBUTIVE D'AIDE  
n° ANR-15-IDEX-0004**

Entre

L'État, représenté par le Premier ministre et la ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation,

et

L'Agence Nationale de la Recherche, ci-après dénommée l'« ANR », sise au 50 avenue Daumesnil, 75012 Paris, représentée par son Président-directeur général ;

d'une part,

et

Le Titulaire, l'Université de Lorraine, dénommé également l'Établissement porteur, sis au 34 cours Léopold 54000 Nancy, référencé sous le numéro de SIRET 130 015 506 00012, représenté par son président, Monsieur Pierre Mutzenhardt ;

d'autre part.

Vu la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative, notamment son article 8, tel que modifié par l'article 59 de la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014,

Vu le décret n° 2006-963 du 1<sup>er</sup> août 2006 modifié portant organisation et fonctionnement de l'ANR ;

Vu l'arrêté du 3 juin 2014 fixant les ouvertures de comptes sur lesquels ont été déposés les fonds non consommables versés à partir des programmes créés par la loi n°2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014 ;

Vu la convention du 23 juin 2014 entre l'État et l'ANR relative au second programme d'investissements d'avenir, action « Initiatives d'excellence, Initiatives Science-Innovation-Territoires- Économie »,

Vu la convention État – ANR relative à l'action « Laboratoires d'excellence » (LABEX) du 5 août 2010 modifiée ;

Vu le règlement relatif aux modalités d'attribution des aides au titre de l'appel à projets Initiatives d'excellence du premier programme d'Investissement d'avenir et de l'appel à projets IDEX/I-SITE du deuxième programme d'Investissement d'avenir ;

Vu les décisions du Premier ministre n° 2016-IDEX/I-SITE-03 du 22 avril 2016 et n° 2017-IDEX/I-SITE-01 du 24 mars 2017 relatives au projet « LUE » dans le cadre de l'action « Initiatives d'excellence, Initiatives Science-Innovation-Territoires-Économie » ;

Vu la décision du Premier ministre relative au projet LABEX vague 1 « RESSOURCES21 » n° 2011-LABX-084 dans le cadre de l'action « Laboratoires d'excellence » ;

Vu les décisions du Premier ministre relatives aux projets LABEX vague 2 « ARBRE » n°2012-LABX-08 et « DAMAS » n° 2012-LABX-23 dans le cadre de l'action « Laboratoires d'excellence » ;

Vu la convention de préfinancement n° ANR-15-IDEX-04 du 18 juillet 2016 permettant le versement d'une avance de 5 000 000 € au projet « LUE » ;

Vu les conventions LABEX RESSOURCES21 n° 10-LABX-0021, ARBRE n° 11-LABX-0002 et DAMAS n° 11-LABX-0008.

## **Article 1 / Définitions**

**Convention** : la présente convention et l'ensemble de ses annexes.

**Initiative** : terme générique désignant, selon le cas, soit une IDEX soit une I-SITE

**Comité de pilotage** : instance prévue dans le cadre de la convention État – ANR relative à l'action « Initiatives d'excellence » et dans le cadre de la convention État – ANR relative à l'action IDEX / I-SITE

**Projet** : le terme Projet avec un « P » majuscule recouvre le Projet labellisé sélectionné dans le cadre de l'AAP IDEX/I-SITE (PIA 2).

Le terme Projet avec un « P » majuscule inclut, sauf mention contraire, les projets avec un « p » minuscule de LABEX sélectionnés dans le cadre des appels à projets « Laboratoires d'excellence », qui en sont parties intégrantes.

**Établissement porteur** : institution responsable de la mise en œuvre du Projet, de la mise en place et de la formalisation de la collaboration entre les Partenaires, de la production des livrables du Projet, de la tenue des réunions d'avancement et de la communication des résultats et toute autre obligation définie dans la Convention attributive d'aide. La personne habilitée à engager l'institution signe la convention attributive d'aide avec l'État et l'ANR et cette institution reçoit l'aide attribuée au Projet.

**Coordinateur** : personne physique qui assure la coordination du Projet pour le compte de l'Établissement porteur.

**Partenaire** : établissement d'enseignement supérieur, organisme de recherche, acteur du monde socio-économique qui est membre du groupement présentant le Projet, et qui y contribue par ses apports. Les entreprises pourront avoir le statut de partenaire dans les projets de recherche mais ne bénéficieront pas de financement au titre de cette participation sauf sur demande exceptionnelle instruite par l'ANR et validée par le Comité de pilotage.

**Bénéficiaire non partenaire** : conformément à l'article 4 du règlement financier, établissement d'enseignement supérieur ou organisme de recherche non partenaire pouvant, après validation par le Comité de pilotage, via une convention de reversement, bénéficier d'une partie de l'aide.

**Bénéficiaire** : d'une manière générale, établissement bénéficiant, via une convention de reversement, d'une partie de l'aide allouée à l'établissement porteur, qu'il soit partenaire du Projet ou bénéficiaire non partenaire.

**Projet LABEX** : projet sélectionné dans le cadre de l'appel à projets « Laboratoires d'excellence » dont la description détaillée figure dans la partie de l'annexe 2 relative aux LABEX.

**Période probatoire** : période de référence de quatre ans à l'issue de laquelle le Projet est évalué et fait l'objet d'une vérification sur la tenue de ses engagements et l'atteinte de ses objectifs (voir article 8.1).

**Durée du Projet** : elle correspond à la période d'éligibilité des dépenses effectuées dans le cadre du Projet. Elle recouvre la Période probatoire et la phase d'évaluation lui faisant suite.

**Reversement** : une quote-part de l'aide versée à l'Établissement porteur que ce dernier octroie à un Partenaire pour la réalisation d'une tâche ou d'une mission dans le cadre du Projet. Lorsque le terme est employé avec un « r » minuscule, il a le sens habituel de restitution partielle ou totale de l'aide à l'État par l'Établissement porteur en raison d'un manquement à une obligation essentielle (cf. articles 6.7).



## **Article 2 / Objet de la Convention**

La Convention a pour objet de définir les modalités d'exécution et de financement du Projet.

Elle met fin à chacune des conventions LABEX visées ci-dessus, et organise le transfert des droits et obligations de chacun des établissements coordinateurs de ces projets à l'Établissement porteur du Projet, qui s'engage à poursuivre la réalisation de ces projets jusqu'à leurs termes, tels que définis dans les conventions afférentes.

L'Établissement porteur s'engage à réaliser, avec les Partenaires et dans les délais définis à l'article 4 de la Convention, le Projet dont la description constitue l'Annexe 1 de la Convention, dans le respect des recommandations du jury, incluses dans ladite Annexe.

L'Établissement porteur s'engage à affecter l'aide obtenue à la réalisation exclusive du Projet conformément à l'annexe financière constituant l'Annexe 3. Il s'engage à faire bénéficier les établissements coordinateurs des LABEX mentionnés ci-dessus de l'intégralité des aides prévues par les décisions du Premier ministre susvisées relatives auxdits projets, selon l'échéancier qui figure à l'article 5 ci-dessous.

L'ANR s'engage à verser les fonds selon le rythme et les modalités prévus à l'article 5 de la Convention.

L'Établissement porteur s'engage à réaliser des comptes rendus scientifiques, techniques et financiers de la mise en œuvre du Projet, et à répondre à toutes les démarches visant l'évaluation du Projet selon les modalités décrites à l'article 7.

L'établissement porteur s'engage à mettre en œuvre son projet conformément à l'annexe 4 qui décrit, à 4 ans, les objectifs du Projet en termes d'organisation et de gouvernance, la trajectoire, les jalons, les cibles, les procédures clefs de gestion du Projet, ainsi que le tableau de bord des indicateurs de suivi du Projet.

Les engagements de l'Établissement porteur relatifs à la politique d'organisation et de mise en cohérence entre l'Initiative et les autres projets sélectionnés ou en cours de sélection au titre des investissements d'avenir du site, sont listés à l'Annexe 5.

Les Annexes 1, 2, 3, 4, 5 susmentionnées font partie intégrante de la Convention.

## **Article 3 / Montant de l'aide**

Le montant total de l'aide accordée au Projet par l'ANR, au nom et pour le compte de l'État, jusqu'à la fin de la période probatoire, est de 42 000 000 €, versée selon l'échéancier défini à l'article 5 de la Convention. Cette somme inclut le montant de l'aide versée au titre du préfinancement du projet.

Cette aide se décompose comme suit :

Au titre de l'Initiative : 33 744 822 €

Au titre des LABEX : 8 255 178 €

Pour chaque LABEX, la somme des versements faits dans le cadre de la convention d'origine et ceux effectués dans le cadre de la Convention sera exactement égale au montant de l'aide

allouée au projet tel qu'il figure dans la décision du Premier ministre visée ci-dessus. Une fois ce montant atteint, les intérêts issus de la DNC des LABEX constituent une part de l'aide dédiée à l'Initiative.

Pour chaque projet, on a la répartition suivante.

Projet	Aide allouée	Échéances versées	Échéances dans le cadre de la Convention
RESSOURCES21	9 000 000 €	6 199 639 €	2 800 361 €
ARBRE	7 500 000 €	5 470 295 €	2 029 705 €
DAMAS	7 500 000 €	5 470 295 €	2 029 705 €

L'Établissement porteur pourra transférer une partie de l'aide aux Bénéficiaires, conformément à des conventions de reversement conclues entre lui-même et chacun d'entre eux, et transmises, ainsi que leurs éventuels avenants, à l'ANR au moment de leur signature.

#### **Article 4 / Durée du Projet**

La date de début du Projet est le 23 avril 2016. La date de fin du Projet est le 31 décembre 2020.

Les dates de fin de projet, et donc de fin d'éligibilité des dépenses au titre de l'aide, des LABEX sont les suivantes :

Projet	Date de début	Date de fin
RESSOURCES21	13 avril 2011	31 décembre 2022
ARBRE	01 mars 2012	31 décembre 2022
DAMAS	01 mars 2012	31 décembre 2022

#### **Article 5 / Modalités de versement de l'aide pendant la période probatoire**

Sous réserve du respect par l'Établissement porteur de ses obligations au titre de la Convention et du Règlement Financier, les versements s'effectueront selon les modalités ci-après définies.

Pendant la Période probatoire, le financement s'effectuera sous forme d'avances versées de manière biannuelle à l'Établissement porteur, en avril et en octobre, et d'un solde versé au terme du Projet.

##### **5.1 Échéancier**

Ont été versés depuis le 23 avril 2016, en amont de la présente Convention :

- Pour l'Initiative, le préfinancement, à déduire sur la période : 5 000 000 €

Le versement des intérêts générés par le placement de la dotation non consommable totale sera fait selon l'échéancier suivant.

	Notification	Avril 2018	Octobre 2018	Avril 2019	Octobre 2019
Montant des intérêts issus de la DNC IDEX/I-SITE	9 946 292 €	3 441 493 €	3 460 402 €	3 441 493 €	3 460 402 €
Déduction au titre du préfinancement IDEX/I-SITE	5 000 000 €				
Montant des intérêts issus de la DNC LABEX	2 974 126 €	1 029 070 €	1 034 724 €	1 029 070 €	1 034 724 €
Montant issu des intérêts transitoires	1 687 600 €	583 922 €	587 131 €	583 922 €	587 131 €
Montant Total à verser	9 608 018 €	5 054 485 €	5 082 257 €	5 054 485 €	5 082 257 €

Date du versement	Avril 2020	Octobre 2020	Solde
Montant des intérêts issus de la DNC IDEX/I-SITE	3 441 493 €	416 005 €	1 453 031 €
Déduction préfinancement IDEX/I-SITE			
Montant des intérêts issus de la DNC LABEX	1 029 070 €	124 393 €	
Montant issu des intérêts transitoires	583 922 €	70 584 €	
Montant Total à verser	5 054 485 €	610 982 €	1 453 031 €

Le versement des avances est subordonné au respect des dispositions et/ou obligations visées dans la Convention, en ce compris :

- l'avancement du Projet et la fourniture des documents de suivi tels que définis à l'article 7 des présentes ;

Les sommes non versées au titre d'une année viennent augmenter l'annualité suivante sous réserve du respect des dispositions et/ou obligations visées dans la Convention.

## 5.2 Solde des LABEX

Au titre de la présente Convention, pour chaque LABEX concerné, aucune retenue d'échéance de solde n'est prévue : les sommes versées le sont à concurrence du montant de l'aide mentionné dans la décision du Premier ministre relative au projet (cf. Article 3).

## 5.3 Solde de l'aide au Projet

Le solde de l'aide au Projet s'élève à 1 453 031€. Il est constitué, pour chaque échéance, par une retenue de 5 % du montant des intérêts produits par la DNC IDEX/I-SITE.

Le solde de l'aide est versé après présentation par l'Établissement porteur du relevé final de dépenses et après la réception et la validation du compte rendu de fin de Projet, mentionnés à l'article 7.2.

Le relevé final de dépenses est établi conformément à un modèle fourni par l'ANR.

Le versement du solde est ajusté pour tenir compte de la dépense réelle dans la limite du montant de l'aide. Dans l'éventualité d'un montant total de dépenses inférieur au cumul des versements perçus par l'Établissement porteur, celui-ci s'engage à reverser le trop-perçu à l'État.

Les sommes versées à l'Établissement porteur au titre de la Convention ne lui sont acquises qu'au règlement final de la Convention, sans préjudice de l'application de l'article 10 des présentes.

## 5.4 Coordonnées bancaires

Les versements prévus dans le cadre de la Convention seront effectués par l'ANR, au nom et pour le compte de l'État, sous réserve de la mise à disposition des fonds correspondants, sur le compte bancaire ouvert au nom de l'Établissement porteur :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé RIB
10071	54000	00001013555	02

Cette aide n'entre pas dans le champ d'application de la TVA (cf. art. 4.4 du Règlement financier).



## **Article 6 / Caractère collectif du projet**

### **6.1 Partenariat**

Le Projet sera mené conjointement avec les Partenaires suivants :

<b>Établissement</b>	<b>Nom de la personne habilitée</b>	<b>Prénom</b>	<b>Département du siège</b>	<b>Ville</b>
<b>CNRS</b>	<b>PEYROCHE</b>	<b>Anne</b>	<b>75</b>	<b>Paris</b>
<b>INRA</b>	<b>MAUGUIN</b>	<b>Philippe</b>	<b>75</b>	<b>Paris</b>
<b>INRIA</b>	<b>PETIT</b>	<b>Antoine</b>	<b>78</b>	<b>Le Chesnay</b>
<b>INSERM</b>	<b>LEVY</b>	<b>Yves</b>	<b>75</b>	<b>Paris</b>
<b>CHRU Nancy</b>	<b>DUPONT</b>	<b>Bernard</b>	<b>54</b>	<b>Nancy</b>
<b>Georgia Tech Lorraine</b>	<b>BERTHELOT</b>	<b>Yves</b>	<b>57</b>	<b>Metz</b>
<b>AgroParisTech</b>	<b>TRYSTRAM</b>	<b>Gilles</b>	<b>75</b>	<b>Paris</b>

ensemble dénommés, les « Partenaires ».

L'Établissement porteur étant le seul récipiendaire de l'aide, les autres parties prenantes du Projet (en ce compris, les Partenaires) ne font pas l'objet de convention attributive d'aide avec l'ANR.

### **6.2 Modalités de pilotage et engagements de collaboration**

L'Établissement porteur élaborera, pour l'ensemble des travaux menés en collaboration avec les Bénéficiaires, les comptes rendus intermédiaires d'avancement et de fin du Projet. Il assurera la centralisation des relevés de dépenses et des éléments de suivi et leur bonne transmission à l'ANR.

### **6.3 Accord de Consortium**

L'Établissement porteur devra conclure avec les Partenaires un accord précisant notamment :

- la répartition des tâches, des moyens humains et financiers et des livrables ;
- le partage des droits de propriété intellectuelle des résultats obtenus dans le cadre du Projet ;
- le régime de publication / diffusion des résultats ;
- la valorisation des résultats du Projet.

L'Établissement porteur adressera à l'ANR une copie de cet accord signé par les Partenaires dans un délai de douze mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la Convention. En cas de difficultés dans l'élaboration et la signature de l'accord de consortium, l'Établissement porteur doit en informer l'ANR sans délai, et doit proposer, dans un délai de deux mois maximum à compter de l'échéance du délai précité, un plan d'action pour y remédier.

### **6.4 Respect de l'encadrement communautaire**

Cet accord de consortium permettra également de déterminer l'existence éventuelle d'une aide indirecte entrant dans le calcul du taux d'aide maximum autorisé par l'encadrement communautaire des aides à la recherche-développement et à l'innovation.

L'absence d'aide indirecte est présumée si l'une au moins des conditions suivantes est remplie :

- le Partenaire soumis à l'encadrement supporte l'intégralité des coûts du Projet ;
- dans le cas de résultats non protégeables par un titre de propriété intellectuelle, l'organisme de recherche bénéficiaire peut diffuser largement ses résultats ;
- dans le cas d'un résultat protégeable par un titre de propriété intellectuelle, l'organisme de recherche bénéficiaire en conserve la propriété ;
- le Partenaire soumis à l'encadrement qui exploite un résultat développé par un organisme de recherche bénéficiaire verse à cet organisme une rémunération équivalente aux conditions du marché.

## **Article 7 / Opérations de suivi**

### **7.1 Suivi du Projet**

#### ***7.1.1 Suivi annuel***

- Compte rendu intermédiaire d'avancement du Projet

L'Établissement porteur adresse annuellement, sous format électronique communiqué par l'ANR, un compte rendu intermédiaire sur l'état d'avancement du Projet, comprenant notamment le positionnement du Projet par rapport à la trajectoire définie en Annexe 4.

Ces comptes rendus sont à fournir au plus tard le 31 mars de chaque année.

La non transmission d'un de ces documents peut conduire à l'interruption du versement de l'aide, sans préjudice de l'application de l'article 10 des présentes.

Les comptes rendus intermédiaires d'avancement du Projet feront l'objet d'une transmission au Comité de pilotage défini dans l'article 2.4 de la convention État-ANR susvisée.

- Indicateurs

L'Établissement porteur s'engage, dans le cadre du suivi annuel du Projet, à renseigner électroniquement :

- des indicateurs et des jalons spécifiques à son Projet mentionnés à l'Annexe 4 ;
- des données de caractérisation et des indicateurs communs à l'ensemble des Initiatives destinés à mesurer le positionnement mondial de l'Initiative, son caractère transformant et sa capacité d'entraînement sur la politique d'excellence ; ces données de caractérisation et ces indicateurs communs concerneront notamment la notoriété et la reconnaissance constatées aux plans national, européen et international, la production scientifique de l'Initiative et son impact, l'attractivité - notamment internationale - de l'offre de formation, l'ampleur et l'intensité des partenariats socio-économiques ainsi que l'évolution de la gouvernance ; ces données de caractérisation et ces indicateurs communs sont communiqués à l'Établissement porteur avant la signature de la Convention

- Relevé intermédiaire de dépenses

L'Établissement porteur adresse à l'ANR, pour chaque exercice, sous format électronique et en version papier, un relevé récapitulatif des dépenses exécutées au cours de l'exercice écoulé au titre du Projet et des projets, selon les modalités suivantes :

- un relevé des dépenses effectuées par chaque Bénéficiaire au cours de l'exercice, signé par le représentant légal du Bénéficiaire et certifié par son agent comptable ou commissaire aux comptes ;
- un relevé des dépenses effectuées par l'Établissement porteur, signé par son représentant légal et certifié par son agent comptable ou commissaire aux comptes ;
- un tableau de synthèse de l'ensemble des dépenses effectuées par les Bénéficiaires pour la réalisation du Projet, établi par l'Établissement porteur ;
- les montants mis à jour des versements effectivement décaissés et prévus par les co-financeurs pendant la durée du Projet.

L'ensemble des documents relatifs au Projet et aux projets sont fournis chaque année au plus tard le 31 mars.

#### *7.1.2 Suivi par le Comité de pilotage*

Durant la Période Probatoire, le Comité de pilotage se réunira chaque année pour faire le point sur l'avancement du Projet, sur la base du compte rendu intermédiaire d'avancement du Projet et des indicateurs fournis par le porteur de l'Initiative. Le Comité de pilotage peut faire procéder à des analyses plus détaillées.

À cet effet, un échange avec l'Établissement porteur et ses Partenaires pourra être organisé par l'État ou l'ANR, *via* une audition, une visite de site ou tout autre moyen que l'ANR estimera adéquat.

Si le Comité de pilotage estime que le Projet s'éloigne de façon trop importante de la trajectoire définie initialement en Annexe 4, un plan d'action pourra être demandé à l'Établissement

porteur afin de crédibiliser l'atteinte des cibles définies. Ces instances pourront formuler des recommandations pour les exercices suivants.

De façon générale, l'État ou l'ANR pourra :

- organiser des revues relatives au Projet, réunissant l'ensemble des Partenaires, pour faire un point détaillé sur l'avancement du Projet ;
- mandater des études ou audits à la conduite desquels l'Établissement porteur s'engage à apporter sa pleine coopération ; ces études ou ces audits seront notifiés préalablement par l'ANR dans un délai raisonnable.

## **7.2 Documents de fin de Projet et de projets**

- Compte-rendu de fin de Projet

L'Établissement porteur adresse à l'ANR, sous format électronique fourni par l'ANR, le compte-rendu de fin de Projet, comprenant une section spécifique par LABEX, ainsi qu'une section relative à la coordination des objets du PIA mentionnés dans l'Annexe 5.

Ces documents sont transmis à l'ANR au plus tard dans un délai de deux mois suivant la date de fin du Projet définie à l'article 4 de la Convention.

- Relevé final de dépenses

L'Établissement porteur adresse à l'ANR, sous format électronique et en version papier :

- un relevé final des dépenses effectuées par chaque Bénéficiaire au cours du Projet, signé par le représentant légal du Bénéficiaire et certifié par l'agent comptable ou le commissaire aux comptes ;
- un relevé final des dépenses effectuées par l'Établissement porteur au cours de l'opération, signé par son représentant légal et certifié par son commissaire aux comptes ;
- un tableau de synthèse final de l'ensemble des dépenses effectuées au cours du Projet, par les Bénéficiaires pour la réalisation du Projet, établi par l'Établissement porteur ;
- un tableau de synthèse finale de l'ensemble des versements effectivement décaissés par les co-financeurs pendant la durée du Projet.

Ces documents sont transmis à l'ANR au plus tard dans un délai de deux mois suivant la date de fin du Projet définie à l'article 4 de la Convention.

## **7.3 Opérations de communication**

Sauf opposition écrite et préalable de l'Établissement porteur ou de l'un de ses Partenaires, le Ministère chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche, le Commissariat général à



l'investissement et l'ANR pourront communiquer sur les objectifs généraux du Projet, ses enjeux et ses résultats.

L'Établissement porteur s'engage à mentionner le soutien apporté par l'ANR et l'État au titre du programme d'Investissements d'avenir, en indiquant le numéro de la Convention, dans ses propres actions de communication sur le Projet (ANR-15-IDEX-0004) ses résultats et dans ses publications scientifiques (par exemple : « Ce travail a bénéficié d'une aide de l'État gérée par l'Agence Nationale de la Recherche au titre du programme d'Investissements d'avenir portant la référence ANR-15-IDEX-0004).

Les modalités applicables aux LABEX concernés demeurent celles définies dans les conventions d'origine.

L'Établissement porteur s'engage à participer aux opérations de communication, notamment aux colloques en cours et en fin de programme d'investissements d'avenir, organisées par l'ANR, liées à l'appel à projets de l'action « IDEX/I-SITE ».

L'Établissement porteur s'engage également à participer aux opérations de valorisation du programme d'investissements d'avenir à la demande du Ministère chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche, du Commissariat général à l'investissement ou des représentants de l'État.

#### **7.4 Évaluation ex-post**

Conformément à l'article 5.1 de la convention État-ANR du 23 juin 2014 susvisée, l'ANR devra procéder à une évaluation scientifique et économique pour apprécier l'impact des investissements consentis au titre des Initiatives d'excellence et des laboratoires d'excellence.

Cette évaluation sera réalisée à la charge de l'ANR au cours du programme d'investissements d'avenir et au plus tard dans un délai maximum de deux ans à compter de la date de fin de Convention. L'Établissement porteur sera informé du choix de l'expert indépendant ou de l'organisme désigné par l'ANR. Il ne pourra le refuser que si ce choix conduit à un conflit d'intérêts entre l'Établissement porteur, les Partenaires et l'expert ou l'organisme désigné.

### **Article 8 / Dispositions relatives à la Période probatoire**

#### **8.1 Examen de fin de période probatoire**

La date de fin de la période probatoire, période de référence à l'issue de laquelle le Projet est évalué sur la tenue de ses engagements et l'atteinte de ses objectifs, est fixée au 22 avril 2020.

Sous l'autorité du Comité de pilotage de l'action IDEX/I-SITE, il sera procédé à une évaluation au cours du second semestre de l'année 2020.

À cet effet, l'Établissement porteur s'engage à répondre et à coopérer aux demandes qui pourraient lui être formulées par l'ANR ou l'État dans le cadre d'études ou d'audits réalisés pour objectiver cette évaluation. Ils pourront être conduits par l'ANR, l'État ou toute autre personne mandatée par l'ANR ou l'État.

En particulier, l'ANR ou l'État demandera une évaluation du Projet par tout ou partie du jury tel que défini à l'article 2.4 de la convention État-ANR susvisée. Une ou plusieurs visites sur sites pourront être organisées.

Cette évaluation a notamment pour objectif de vérifier que :

- l'ambition du projet et son effet transformant ainsi que la trajectoire, les jalons, cibles à 4 ans et indicateurs définis dans la présente Convention ont été respectés ;
- le Projet est capable d'atteindre les objectifs et cibles à 10 ans prévus dans l'Annexe 1 de la présente Convention.

En s'appuyant sur cette évaluation, le Comité de pilotage précité, présidé par le Ministre chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche ou son représentant, peut proposer une dotation qui sera définitivement dévolue au Projet, soit le renouvellement d'une période probatoire pour une durée à déterminer, soit l'arrêt du soutien. La décision finale est prise par le Premier ministre, sur avis du Commissariat général à l'investissement. Elle est transmise par l'ANR à l'Établissement porteur.

## **8.2 Dévolution définitive de la dotation**

Le cas échéant, après décision du Premier ministre autorisant la dévolution d'une dotation non consommable au Projet, une convention spécifique est conclue entre l'État, l'ANR et l'Établissement porteur pour préciser les conditions dans lesquelles cette dotation sera gérée et les modalités de suivi spécifique.

## **8.3 Reconduction de la Période probatoire**

Le cas échéant, après décision du Premier ministre reconduisant la Période probatoire, un avenant à la Convention précise la nouvelle trajectoire du Projet ainsi que la cible à atteindre pour bénéficier de la dévolution de la dotation.

En cas de prorogation de la Période probatoire pour une durée à déterminer, le Premier ministre peut revoir le montant de la dotation non consommable affectée au Projet.

## **8.5 Arrêt de l'Initiative**

Le cas échéant, après décision d'arrêt du Projet prise par le Premier ministre, les dispositions relatives à la fin de Projet figurant à l'article 7.2 de la Convention s'appliquent.

## **Article 9 / Protection des résultats**

Dans l'hypothèse où les recherches effectuées dans le cadre du Projet aidé par l'ANR aboutiraient à un dépôt de brevet, de certificat d'utilité ou de certificat d'addition en France ou à l'étranger, l'Établissement porteur ou le Partenaire concerné doit en informer l'ANR.

L'Établissement porteur ou le Partenaire concerné est tenu d'avertir l'ANR de toute cession ou nantissement du brevet en cause.

Ces informations seront transmises à l'ANR sous la forme d'un tableau annuel récapitulatif.

### **Article 10 / Conditions suspensives et de reversement de l'aide**

En cas de difficulté de mise en œuvre de la Convention, l'Établissement porteur doit en informer l'ANR le plus rapidement possible et doit proposer un plan d'actions pour y remédier.

L'ANR peut suspendre les versements en cas de refus avéré et persistant de mentionner le soutien apporté par l'ANR et l'État au titre du programme d'Investissements d'avenir, tel que stipulé au point 7.3 de la Convention.

La Convention sera réputée faire l'objet d'un manquement grave par l'Établissement porteur notamment dans les cas suivants :

- mise en cause du caractère collectif du Projet tel que stipulé à l'article 6 des présentes, et en particulier défaut de communication de l'accord de consortium mentionné à l'article 6.3 de la Convention, dans les délais ;
- défaut de communication des relevés de dépenses intermédiaires et des relevés de dépenses finaux décrits dans l'article 7 des présentes ;
- défaut de communication des comptes rendus intermédiaires d'avancement et du compte rendu de fin de Projet mentionnés à l'article 7 des présentes ;
- incapacité de l'Établissement porteur à mener le Projet selon les modalités prévues initialement ;
- inexécution partielle ou totale du Projet, retard significatif par rapport au calendrier prévu et aux jalons et cibles définies dans l'Annexe 4 ;
- communication d'informations trompeuses ou mensongères dans le cadre du suivi ;
- empêchement de faire procéder aux contrôles prévus à l'article 6.3 du Règlement Financier, ou si ces contrôles font apparaître que tout ou partie des sommes reçues par l'Établissement porteur n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles prévues par la Convention ;
- manquement à l'article 9 de la Convention relatif à la protection des résultats ;
- violation de l'encadrement communautaire relatif aux aides d'État à la recherche, au développement et à l'innovation ayant pour effet de donner lieu à des aides indirectes illégales.

Au cas où l'Établissement porteur ne respecte pas les stipulations de la Convention, l'ANR, après avoir mis à même par tous moyens l'Établissement porteur de faire valoir ses motifs, saisit le Comité de pilotage susmentionné.

Ce dernier peut, après avis du Commissaire général à l'investissement et après que l'Établissement porteur a pu présenter des observations écrites ou orales, proposer soit de faire cesser le versement des tranches suivantes, soit d'interrompre le Projet et demander le reversement de tout ou partie des sommes versées en fonction de la gravité du manquement, dans le cadre des dispositions de l'article 7.2 de la convention du 23 juin susvisée.

En cas de reversement, l'État produira un titre de recettes et procédera au recouvrement.

### **Article 11 / Règlement financier**

Le Règlement Financier s'applique à la Convention et l'Établissement porteur en a pris connaissance.

Fait en quatre exemplaires originaux, à Paris, le : **29 DEC. 2017**

**Pour l'État :**

Le Premier ministre,

A blue ink signature, appearing to read 'Philippe', written over a horizontal line.

La Ministre de l'enseignement  
supérieur, de la recherche et de  
l'innovation,

A blue ink signature, appearing to read 'B.', written over a horizontal line.

Pour l'Établissement porteur :

Le Président,



Pour l'ANR :

Le Président-directeur général,



**Thierry Damerval**  
Président Directeur Général  
Agence Nationale de la Recherche

## **Liste des annexes**

- 1- Présentation du Projet
  - 1.a Dossier déposé en phase de sélection – version française
  - 1.b Dossier déposé en phase de sélection – version anglaise
  - 1.c Avis du Jury
- 2- Présentation des projets LABEX
  - 2.a Politique scientifique et gouvernance
  - 2.b LABEX
- 3- Annexe financière
- 4- Objectifs d'organisation et de gouvernance, trajectoire, jalons, cibles et indicateurs de l'Initiative
- 5- Articulation entre l'Initiative et les autres projets lauréats du programme des Investissements d'Avenir qu'elle a vocation à coordonner

## **Annexe 2 : Programmes de l'INITATIVE**

### **1. IMPACT**

**Objective:** The aim of IMPACT is to develop projects with a high scientific added value to boost excellence and international leadership in a scientific and/or technological domain considered as strategic at the national and international scales.

**Principle:** IMPACT will be based on four-years long, multidisciplinary research programs built as LABEX-like projects. Projects should be interdisciplinary, and must have a real structuring effect in a thematic domain or through several thematic domains of LUE. Topics for IMPACT projects will be suggested by the LUE advisory committee, which will base its recommendations on the identification of a scientific community (research centers, research teams), and of world-class scientific leaders able to develop a well-structured research project, with internal and international collaborations.

**Means:** Funds for a cluster of doctoral and post-doctoral students in several research teams. This includes salaries, scientific support costs and, marginally, small equipment to carry out the project. The implementation of other LUE tools in IMPACT projects will be encouraged, mainly Professor@Lorraine, Infra+, IAS fellowships, CORPS projects, Goal=Doctorate, Widen Horizons... Co-financing may be provided by the project team (strongly encouraged to demonstrate the commitment of the consortium).

**Operation mode:** Possible themes will be proposed by the LUE Advisory Committee based on important scientific and societal needs and shared scientific interests of the LUE partners. Possible themes can also be derived from the Mirabelle+ interdisciplinary tools that have proven their efficiency in fostering interdisciplinary projects and teams. In programming, several themes can be proposed in a competition year, e.g. three proposed themes for one or two selected project, to stimulate the teams and ensure excellence of the applications.

**Budget:** 750 k€ / year during 4 years, one new project per year except every 5th year ^ maximum cost = 3 M€ total budget / year.

**Selection:** International reviewers + presentation of project to a selection committee.

**Evaluation:** after two years and at the end of the project.

Indicators: High level scientific publications, international partnerships, organization of scientific meetings, Proposal for ERC fellowships, development of LUE tools as X-Tracks, Global education, SME booster, CSTI+...

### **2. PROFESSOR@LORRAINE**

**Objective:** This tool aims at consolidating world-class collaborations by offering part-time professor positions to high-level international researchers.

**Principle:** International collaboration at the highest level is crucial to foster the best scientific activity. For this, the usual tools are short-term stays through invited scientist programs, and longer-term mobility schemes such as post-docs, joint PhD supervision or hiring international colleagues for full-time positions. But world-class researchers are often already working in very productive research environments and are not necessarily willing to move permanently to another place/another country. Hiring the very best colleagues remains of course a constant necessity for our institutions. The present tool offers an intermediate and complementary scheme, which is widely used in some countries but not so much in France, yet. It consists in offering a part-time professor position (1 or 2 months per year) to an international colleague, for developing long-term cooperation at the highest level of research and education. By building a lasting relationship between Lorraine as host university, and the home university, this also fosters stronger synergies of competences and means, as this will often be accompanied by joint projects, joint supervision of PhD theses, exchange of post-docs, etc...

**Means:** the international colleague is offered a part-time (typically 1 or 2, and up to 4 months/year) multiyear professor contract, with a salary coming in addition to the salary from the home institution, with clear obligations in terms of research, PhD supervision, seminars, research stays in Lorraine, and (limited) graduate teaching.

**Operation mode:** within the allocated budget, decided on a case by case basis, upon proposal by the principal investigator of a flagship project, usually in close connection with a project supported by the initiative through programs such as IMPACT, Institute for Advanced Studies, or Future Leader.

**Budget:** Average of 2 months of salary (monthly cost 12,5 k€), 10 running positions ^ cost 250 k€/year. Evaluation: one key indicator will be the impact of the program on the visibility and development of the scientific topic on which the collaboration is established: common publications, joint PhDs, international research projects, emergence of future leaders.

### 3. LUE GRADUATE

**Objective:** In the best scientific topics, develop highly attractive graduate curricula, devoted to international candidates, and opening up to research in the selected topics.

**Principle:** This program is an incentive for increasing the international visibility and attractiveness of graduate degrees connected with our brightest research themes, paving the way to PhDs, but also to dissemination of the expertise in companies. We will especially favor joint programs with our neighbor partner universities in the Greater Region.

**Means:** Funding from the initiative will help developing English-language versions of selected graduate programs, and combine whenever necessary graduate programs from different partner universities in the Greater Region, to offer highly attractive tracks of our existing graduate degrees. The funding is meant to give the initial stimulus (adapting existing curricula, switching them to English-language courses, combining curricula from several universities). It is expected that after this initial funding, the universities will integrate the curriculum in their education offer, and/or build joint offers with the help of European programs such as Erasmus+, as has already been done in the past with successful Erasmus Mundus curricula.

**Operation mode:** dialogue with the selected education teams, based on assessment by international



advisory committee of opportunities for increasing the international attractiveness of graduate studies in key domains.

**Budget:** 10 incentive grants / year, 40 k€ each ^ cost 400 k€ / year.

**Evaluation:** number of graduate studies curricula open to international students (English language, usually), attractiveness of these studies for international students (quantitative and qualitative), number of international students enrolled/with degree, number of joint degrees with international Universities.

#### 4. INFRA+

**Objectives:** The consortium already manages a large number of very diverse research infrastructures that comprise several large pieces of equipment for research and innovation (existing or under construction), numerous high level and up-to-date technical platforms connected to research groups, a large number of environmental research and monitoring sites, two experimental farms and many other infrastructures in chemistry, biology, ecology, health sciences, physics and astrophysics, environmental science, etc... The overall objective of Infra+ is to develop this infrastructure into a coordinated network with the aims of a coordinated policy for quality control at the level of the international standards, for enhanced visibility and attractiveness, and for opening to external and industrial partnerships.

**Principle:** Infra+ aims at consolidating the existing infrastructure and at creating a network of infrastructures with a common policy aimed at: (i) the maintenance of the equipment at the highest possible technical standards; (ii) an efficient, explicit and convergent quality control according to international standards; (iii) on converging policy of data management, under the principles of Open Data whenever relevant; (iv) the development of technical skills of the personnel dedicated to the platforms through international training; (v) the integration of the platforms into national and international networks, including the European Strategy Forum on Research Infrastructures (ESFRI); (vi) an increased visibility and openness to research collaboration and to industrial partnership, by connecting also with industrial infrastructures and platforms; (vii) an enhanced contribution to the training of master and PhD students.

**Means:** Training of staff, initiation of data management systems and repositories, equipment, coordinated communication and websites, contribution to international calls, networking among existing infrastructures.

**Operation mode:** Fixed budget for coordination, training, quality control; open calls for specific tools in the 7 priorities.

**Budget:** 300 kC/year.

**Selection:** the executive committee will select projects for the development of the infrastructure  
**Evaluation:** number of platforms integrated into the European Infrastructure Framework (ESFRI); number of platforms with international and national labels (like ISO, IBISA...); number and amount of private

contracts; number of ANR and H2020 projects backed by the platforms; number of technical staff trained in quality control; number of publications backed by the platforms; number of participations in international cooperation; number of technical papers and new protocols produced.

## 5. MIRABELLE+

**Objective:** The consortium has already developed an interdisciplinary strategy through a joint CNRS/Université de Lorraine annual call (PEPS Mirabelle) for 10 to 15 small exploratory projects proposed at the convergence of several major disciplines and based on the thematic areas of LUE. Mirabelle+ aims to continue and expand the most promising PEPS projects to produce significant scientific results by the allocation of additional funding during 2 to 3 years.

**Principle:** Mirabelle+ will amplify the dynamics and interdisciplinary integration of communities started through Mirabelle PEPS projects. Mirabelle projects have proved their interest and efficiency during the last three years. Some projects show already suites through national or international funding. Other projects placed at the boundaries of disciplines require additional resources to amplify and transfer the first results obtained by the project team (proof of concepts, scientific enlargement, enlargement of the consortium, international collaborations, educational transfer...).

**Means:** Mirabelle+ provides funding for a PhD, a postdoc, visiting researchers or instrumental development. This includes salaries, scientific support and / or small equipment to carry out the project. Operation mode: Subject proposed by an interdisciplinary scientific team that has already demonstrated a successful collaboration and scientific production. Proposals of 10-12 pages in response to an annual call for project.

**Budget:** 100 k€/year during 2 years, 2 to 5 selected projects each year ^ cost 500 k€/year.

**Selection:** Internal + external review and LUE executive committee.

**Evaluation:** 1-year interim report + evaluation at the end of the project.

**Indicators:** The reinforcement of the fruitful interdisciplinary collaborations are expected to build a solid basement for further international projects, IMPACT projects and to contribute to the development of high level training at master and doctoral levels. Additional indicators: publications, patents, ANR and H2020 projects launched.

## 6. INSTITUTE FOR ADVANCES STUDIES-LORRAINE (IAS)

**Objective:** The Institute for Advanced Studies-Lorraine will encourage and support research at the highest level. Conceived as a place of intellectual and interdisciplinary innovation, the goal of IAS-Lorraine is to create a scientific community of excellence and to build new international and national sustainable collaboration clusters. IAS-Lorraine will foster dialogue of knowledge and interdisciplinary exchanges between researchers from different domains, nationalities and cultures, reinforcing the link with the principal orientations and scientific potentialities in Lorraine. It will support pioneering research addressing the complexity of societal stakes, in particular through an original theme (but not exclusively) questioning two dimensions « material-immaterial », particularly adapted, due to its

transverse implications, to federate the 8 thematic domains of LUE and to have a special focus on the dialogue between Humanities and the science in the engineering field.

IAS-Lorraine will: (i) strengthen the attractiveness of LUE as a whole, at an international level, (ii) be an incubator for innovative and interdisciplinary projects, and (iii) facilitate the renewal of major talents within the LUE.

**Principle:** IAS-Lorraine will host 10 to 15 scholars:

- 2-3 permanent researchers who focus on their research project. Postdoctoral fellowships may be provided and linked to these research projects.
- Around 10 Junior and Senior fellows selected and hosted for a duration depending on their project (from 6 months to 1 year). During their stay, these researchers (some or even most of them will be external to LUE partners) will benefit from infrastructure, interactions with scholars, and working conditions, to realize their project: hosting capacity, scientific meetings (public conferences, workshops, doctoral seminars,...), scientific publications, network of institutional partnerships.

IAS-Lorraine is expected to lead the dialogue between knowledge fields and the interdisciplinarity by organizing conferences cycles and high-level courses (open in particular to PhD students). It will develop partnerships according to its cross-border position (University of the Greater Region), and most widely by involving in national and international networks: RFIEA (Reseau Frangais des Instituts d'Etudes Avancees), EURIAS/NetIAS (Network of European Institutes for Advanced Studies).

**Means:** Fellowships for senior fellows, doctoral and postdoctoral fellowships. High level scientists recruited in IMPACT programs or in the Professor@Lorraine tool will be encouraged to apply to IAS-Lorraine. Operation mode: IAS-Lorraine will have a Scientific Council composed of IAS permanent researchers, and managed by a director who reports to the LUE executive committee.

**Budget:** 500 k€ / year, including dedicated PhD and postdoc grants.

**Selection:** 2 to 3 permanent researchers will be selected on the basis of their excellence and international recognition. The fellows will be selected on basis of international standards, after international calls for application, including pre-selection (presentation of their research in a seminar).

**Evaluation/indicators:** Number of fellows, number of international cooperation projects; research contracts gained; establishment of new networks of international institutional collaborations; attractiveness of the tool, regarding the number of internal and external submitted applications; number of hosted fellows; number of participants to seminars and conferences; publications.

## 7. X-TRACKS

**Objective:** Develop education programs at the interfaces, crossed training paths and double degree programs which achieve dialogue different knowledge fields.

**Principle:**

- Design courses leading to the acquisition of dual skills, (e.g. engineering degree and master of Economics). It should bring the graduate student at a real expertise level in the relevant fields, and not only provide him with a light and superficial introduction to general concepts.
- Propose gateways and adaptation periods allowing students to move from one course to another. For this, we must strengthen the links between the training programs, to ensure that each student who enters the University of Lorraine can find a curriculum suitable for his/her projects and skills, and above all to ensure that the University entrance point is not the exclusive determinant of the exit point.
- Promote a presentation of the training offer by theme, in order to make readable and visible the range of possibilities offered by an institution with such a broad coverage in terms of expertise and business sectors.

**Means:** Incentives to develop new gateways / courses.

**Operation mode:** Extend the concept of experimental masters that already exists within UL to the whole University, in order to generalize the cross-cutting of cultures, innovation and entrepreneurship in all courses; to enrich curricula built in the spirit of lifelong learning; to define a common set of transverse teachings units; to claim an explicit internationalization imposing student and teacher mobility.

Bring closer paths between disciplinary and professional Bachelors, by clarifying the terms of gateways. Budget: The initiative will allocate 50 k€ as a bootstrap to each relevant project of new dual skill track or gateway or crossed path. Expected: 5 funded projects / year ^ total cost 250 k€/year.

**Selection:** by executive committee, on case-by-case basis according to the requests of education teams  
Evaluation: assessment should focus on the effects of attractiveness and quality of employment.  
Possible indicators:

- Number of new tracks
- Number of students enrolled in crossed paths or dual degrees
- Number of students using gateways
- Stats of employment

## 8. GOAL = DOCTORATE

**Objective:** The doctorate is the highest academic degree and is especially important for students who wish to start academic or industrial careers. The doctoral degree is the main internationally recognized degree for joining research and development, or technical teams of large multinational companies. Recruitment and training of high level students is also particularly important to meet the needs of academic staff to train next generations of students. For that purpose, Goal=Doctorate is a Master-3/Master+3 strategy that aims to create an attractive pathway from the Bachelor degree to the PhD for talented students.

**Principle:** Scholarships will be proposed to students demonstrating obvious research oriented skills to integrate Master programs, and willing to start a research project in a LUE lab. Priority will be given to candidates applying for the first year Master program but applications for the second year program will also be encouraged. Goal=Doctorate will also target students in schools of engineering willing to add a research project to their curricula and enter a track leading to a PhD application, or international students joining our teams for a research project. PhD grants will be proposed to students confirming their research skills at the end of the graduate programs.

**Means:** Goal=Doctorate will fund Internship grants for selected students doing a research internship in LUE research teams. It also integrates thesis grants for the best students. Other LUE tools such as IMPACT and Mirabelle+ will be encouraged to integrate Goal=Doctorate internships and/or thesis grants in their programs.

**Operation Mode:** Goal=Doctorate internships will be offered to selected students, after an open call for application. Candidates will be selected by the staff of the master programs. Successful students may be awarded a PhD grant after their graduation.

**Budget:** 100 master-level students / year getting 3,600 € each + about 12 new funded 3 years PhD grants including funding for extra expenses, at 45,000 €/year each (which means that the yearly budget supports 36 running PhD grants) ^ total cost 1,980 k€/year.

**Evaluation:** Graduation results of the selected students. Fraction of graduate students joining PhD programs. Master students will be encouraged to present their research during seminars and conferences. Indicators: number of applications from L3 students within or outside LUE, number of applications from Schools of Engineering students. Success ratio to master degree for the selected students. Number of continuations in PhD programs. Scientific or technical production during the curriculum.

## 9. TEACHINNOV

**Objective:** Educational transformation is a cornerstone of our training policy. This includes the integration into pedagogical practices of modern teaching methods such as project based learning, reverse pedagogy and active learning and of the new possibilities induced by the emergence of digital methods.

**Principle:** Develop organizational and technical tools to design education programs with a smooth flow between their various components; adapt the evaluation methodology to the new practices; promote innovative educational modalities (work group, spaces for innovation, creativity...). Create incentives for the educational community to proceed with changes in the educational practices and offer train for these new practices.

**Means:** (a) Development of digital technology usages, both at the level of educational documents in digital format, and by equipment of classrooms and other learning places, (b) Training of teachers to innovative tools and methods, (c) Recognition of new forms of teaching (remote teaching, using other spaces, other times, other modalities, at other rhythms...), (d) Taking into account the time spent by teachers to create digital-based courses or to transform courses.

Operation mode: Université de Lorraine is already able to provide basic services to individual and collective initiatives in that area. Workshops will be organized to exchange best practices and develop innovative approaches, leading to recommendations for further tools to be initiated. Return from existing experiments, such as those initiated in the IDEFI programs, will be solicited and subject to capitalization. The University has chosen to rely on pilot degrees or courses to test and validate educational experiments, before extending them to a wider range of areas. These methods will also be deployed in the area of lifelong learning, where we have a long experience in developing skills for the benefit of the economic world at large.

Budget: 400 k€ per year.

Selection: case-by-case according to the requests of education teams, with analysis of the relevance of the projects in terms of impact.

Evaluation indicators:

- number of courses transformed by new pedagogical methods;
- number of courses transposed with digital means;
- number of students benefiting of these pedagogical transformation;
- statistics about efficiency of new methods with respect to traditional ones.

## 10. Global Incubation

**Objective:** Setting up a global integrated approach of business incubation and entrepreneurship  
**Principles:** The creation of economic value through the support of startup development is usually a very linear process where each player acts separately. Academic institutions are usually an actor of the first steps of this process, other institutional or commercial players being involved with business development and follow-up. This very straightforward approach has shown its limits and needs to be replaced by a global entrepreneur-centered view, each actor contributing to success through its added value, wherever it is most suitable.

Today, the LUE partners are already committed, to several programs:

- Student entrepreneurship through the Peel program, where students follow various training courses and are fostered to quickly test in real their offer, but also their own entrepreneur abilities, by running a "Business uNIT" and launching their company. In cooperation with other players in Lorraine, we want to open this program and the developed methodologies to others: existing companies, for development of new activities, new non-student entrepreneurs taking over an existing company, or startups stemming from our research labs.
- Technology maturation and transfer, through our subsidiary SATT Grand-Est, which invests to

transform research results into ready for market innovations

- Our business incubator, Incubateur Lorrain, accompanies startups just before company creation and during their very first years.
- Our US partner Georgia Tech has developed for the federal government the NSF Innovation Corps program, including pre-incubation training for startup teams stemming from research and is currently being transposed to Europe through Institut Lafayette, and will be open to startups from our research teams. The main idea here is again to force the startup teams to have an asap feedback from the market to avoid wasting money (Fail fast, fail cheap) and to push the scientists to be more market centered.

Global Incubation will integrate, articulate and enhance these initiatives in a global entrepreneur-centered view, working simultaneously on three dimensions: the entrepreneurship skills, the offer with its market and the relative business, the environment (the helping network). It will essentially lean on the methodology developed and successfully applied for students in the Peel program with a constant motto: go in the field to experiment in real your value offer. The program will be devoted first to LUE actors, both students and scientists carrying a startup project, but also to any outside entrepreneurship project.

**Means:** financial and organizational means coming in addition to the existing means for these programs.

**Operation mode:** Open integrated program where business projects from entrepreneurs will find support provided by the different program partners.

**Budget:** 300 k€ / year, including a 50 k€/year funding for the most promising student startup projects.

**Selection:** open selection, on the fly.

**Evaluation:** Number of entrepreneur projects sustained - number of company created - level of funds raising - key company figures after 5 years.

## 11.SME BOOSTER

**Objective:** Offer a single point of entry to our resources and competences, to answer innovation needs from companies, by setting up specific project teams in each case.

**Principle:** When a company - especially an SME - expresses a need for support of innovation, a specific project-team is set up. It may include company staff members, students (Bachelor or Master level), PhD students, faculty staff or researchers. It will provide the support up to operational deliverables (market study, tests, development of a proof of concept, software, consulting report, specific training modules). A part-time project engineer will assist the project-team to help with the methodology. Training programs for company staff members will also be proposed at this stage to improve their scientific and technical skills linked to SME booster projects.

**Means:** Students work in the project-team as part of project-based pedagogy or of internships in the company. The faculty members, PhD students and researchers supervise the students' work, and will also bring advice and consulting to the company, based on their expertise. Our research facilities can be put at the service of the study. Staff members from the company can also be members of the project-team, contribute to the study, be mentors for the students, and give access to the company's facilities and infrastructures.

**Operation mode:** the contact with companies will be initiated through the Innovation Network (RDI) set up by Region Lorraine, with the support of the Regional Chamber of Commerce (CCI), or through direct contacts of the partners. The project is then specified by the project engineer, to ensure a good understanding of the company's needs. After validation, the project-team is set up and monitored by the designated project manager, with the help of the project engineer.

**Budget:** 300 k€ / year. The overall objective is to support at least 12 innovation projects each year. **Selection:** Criteria for selection are the quality of expression of needs and of the company's involvement, the potential of the innovation for the company, the availability of human and financial resources. **Evaluation:** An internal evaluation process monitors the success of the projects, from the perspectives of the company, of the students, of the research teams, and of the faculty members.

## 12.CSTI+

**Objective:** A number tools already exist in Lorraine for the dissemination of culture, science, and technology: the CERCO initiative (funded by PIA), a Scientific Film Festival, Science & Society conferences, the Experimentarium initiative supported by Inra, a Botanical Garden, and a Museum/Aquarium, for disseminating scientific culture to the citizens at large; scientific education of teachers through Maison des Sciences (funded by PIA); Fab Labs and showrooms, including the showroom for companies recently opened by CEA Tech in Metz; various cultural activities including a University theatre. A major event, Science&You, took place in June 2015 and gave maximum exposure to this rich environment. The CSTI+ program aims at complementing this ecosystem, by triggering increased synergy between Science, Society, Technology, Culture, Economic World, and Art.

**Principle:** Favor structuring measures which create dialogue and synergy between the numerous actors in the field, through the creation of a regional Committee for Innovation in Scientific Dissemination, Culture, Technology, and Art. This will be a privileged forum for interfacing research, education, companies, and cultural actors, with the aim of opening up to the public at large, but also to the school system (scientific and technological dissemination in classrooms), and to companies by complementing existing innovation showrooms; all this in order to disseminate more scientific knowledge in the Lorraine region.

**Means:** complementary budgetary and organizational means, coming in addition to existing entities, with the specific aim of creating the necessary synergies.

**Operation mode:** systematic association of artistic creativity to scientific and technological culture dissemination, coordination and promotion of tools in an annual agenda, extension to cross-border actions with neighboring countries.

**Budget:** 100 k€ / year



**Selection:** annual call for project. Selection by Executive committee in coordination with other scientific dissemination activities.

**Evaluation:** number of events, number of venues, number of visitors, and categories of the visitors.

### 13.Future Leader

**Objective:** The attractiveness of a site depends on the quality of the staff and on our ability to promote and accompany the most promising colleagues (high potentials). One aim of LUE is to favor this through a specific funding package to accompany either newly hired researchers and professors to support their initial research activity, or staff members who, at one moment or the other, develop a very promising research program. This will ensure the emergence of our future leaders and of our future flagship projects. The Future Leader program will therefore be helpful for the recruitment of new professors, for stimulating the mobility of colleagues from other universities to LUE, and also for feeding the development of the excellence perimeter by accompanying our highest potentials and our most promising new topics.

**Principle:** Future leader funds will allow a lead researcher to develop an original, new topic over 3 years. In some cases, funds may be assigned in anticipation of strategic recruitments, in order to allow additional publicity during the call for application for a professor position. This could also be used to support the mobility of researchers or faculty members wishing to join LUE from other university.

**Means:** PhD grants, small equipment and operating costs.

**Operating mode:** The Future leader label will be delivered to the scientific project. It may be delivered in anticipation before possible recruitments in identified strategic fields for research and training. In the latter case, the label will be definitely attributed provided the recruited professor/researcher is at the expected scientific level.

**Budget:** 100 K€/year during 3 years, 3-4 new selections per year ^ total cost 1 M€ / year.

**Selection:** International reviewers + presentation to a selection committee.

**Evaluation:** number of fellows after 4 years LUE.

**Indicators:** Number of fellows, number of candidates, scientific production.

### 14.WIDE HORIZONS

**Objective:** Support the mobility of our staff members and those of partner companies to open their minds and interest to new areas and disciplines, either by moving for a sabbatical to another university/research organization, or by joining for a given time a research group within LUE.

**Principle:** It is not sufficient to state that we want a dialogue between knowledge fields. We need specific measures, both for teams and for individuals, to foster this dialogue. Widen horizons aims at facilitating and stimulating mobility for our scientific, technical and administrative staff (outgoing

mobility) as well as for research and development staff from partner companies (incoming mobility). Widen horizons will provide an extra incentive to staff members who plan to move temporarily either to another country, or to a company (for an immersion experience into an economic environment), once they have obtained a sabbatical leave from their employer.

**Means:** The program provides a lump sum to the selected candidate, to favor the mobility project and help the insertion into a new team during the leave.

**Operating mode:** Candidates will be selected based on the quality of the project and its ability to open new horizons to the candidate and/or the team. The mobility should contribute to the overall scientific strategy of the research groups.

**Budget:** 20 x lump-sum of 15 k€ ^ 300 k€/ year

**Selection:** Applications are submitted in connection with the institutions' sabbatical programs and the project is assessed with respect to its adequacy with LUE's thematic priorities, and its potential impact on the field and activity of the candidate. Priority will be given to geographical mobility towards international academic sites with an established excellence, and to immersion projects with the economic world (both incoming and outgoing mobility).

**Evaluation:** report on the mobility project at the end of the stay + evaluation one year after returning, to assess the long lasting impact of the mobility personal development and on the field of research and the thematic domain; proportion of international students and researchers in total staff.

### Annexe 3 : Règles communes de signature des publications scientifiques



UNIVERSITÉ  
DE LORRAINE



Inserm



#### Comité de Coordination et d'Orientation Scientifique Lorraine et I-SITE « Lorraine Université d'Excellence ».

Décembre 2016

#### Convention portant sur l'uniformisation du référencement des publications produites par les enseignants, enseignants-chercheurs et chercheurs des partenaires du site lorrain et de l'I-SITE LUE.

Les signataires de cette convention collaborent étroitement dans le cadre de la politique du site lorrain menée par les établissements publics de recherche en Lorraine (convention de site de mai 2013 signée par l'Université de Lorraine, le CNRS, l'Inra, Inria, l'Inserm et le CHRU) et dans celui de l'Initiative-Science-Innovation-Territoires-Économie (I-SITE) « Lorraine Université d'Excellence » (2016, Université de Lorraine, CNRS, Inra, Inria, Inserm, CHRU-Nancy, AgroParisTech - Centre de Nancy et de GeorgiaTech-Lorraine).

Les signataires sont de ce fait tutelles de nombreuses (environ 60) unités de recherche, dont une grande partie d'Unités Mixtes de Recherche.

Afin d'assurer une bonne visibilité de leur production scientifique dans le cadre des systèmes d'indexation automatique des publications et de rendre visible le site lorrain d'enseignement supérieur et de recherche dans ce contexte, les signataires conviennent d'utiliser une procédure unifiée de référencement des publications conforme aux recommandations en vigueur en information scientifique et technique et aux positions prises par les établissements nationaux (CNRS, Inra, Inria et Inserm en particulier).

Les principes de base régissant la forme de référencement sont les suivants :

1. Un référencement le plus simple possible permettant d'éviter toute ambiguïté ; les signataires conviennent d'utiliser une **modalité mono-ligne pour chaque entité de recherche** (équipe ou unité) ;
2. **Une seule forme de référencement pour tous les membres d'une unité mixte de recherche ou d'une entité de recherche** indépendamment de leur employeur ou de leur équipe de rattachement ;
3. **Un référencement indiquant exclusivement les établissements tutelles et les unités de recherche** ; les autres niveaux d'organisation (fédérations, facultés, autres) ou les projets (Labex, Idex/I-Site) sont explicitement cités dans les remerciements (« Acknowledgements ») ;
4. **Une hiérarchie descendante citant d'abord les établissements, puis l'unité** ;
5. **L'utilisation exclusive des acronymes des unités** tels que décrits dans le Répertoire National des Structures de Recherche ;
6. **L'utilisation exclusive des noms d'établissements suivants** : Université de Lorraine, CHRU-Nancy, CNRS, Inra, Inria, Inserm, AgroParisTech, GeorgiaTech-Lorraine en respectant la casse ; il convient de ne pas traduire Université de Lorraine en anglais et de ne pas développer les acronymes des établissements ; dans le cas où des revues exigeraient l'utilisation de noms développés, il convient d'ajouter l'acronyme (Institut National de la Recherche Agronomique - Inra) ;
7. Afin de rendre plus visible le site lorrain, **la liste des établissements commencera par « Université de Lorraine »** dans le cas des unités ayant l'Université de Lorraine comme tutelle ;

8. Les moteurs de recherche bibliométriques ne prennent pas en compte l'ordre des entités, qui n'a donc pas d'importance pour le moissonnage des données ; pour éviter tout débat de préséances entre tutelles, nous proposons d'utiliser **l'ordre alphabétique des tutelles** (AgroParisTech, CHRU-Nancy, CNRS, GeorgiaTech, Inria, Inra, Inserm) ;
9. En termes d'adresse, une **référence unique aux villes de Nancy, Metz, Épinal et Mirecourt** pour éviter des adressages illisibles entre Vandœuvre, Villers, Nancy, Champenoux, etc... L'adresse détaillée et complète figurera avec l'adresse de l'auteur correspondant.
10. **Une référence quand c'est pertinent à l'appui** de l'I-SITE « Lorraine Université d'Excellence » dans les remerciements sous le format suivant : ***"Ce travail a bénéficié d'une aide de l'État, gérée par l'Agence Nationale de la Recherche, au titre du projet Investissements d'Avenir Lorraine Université d'Excellence, portant la référence ANR-15-IDEX-04-LUE."*** ou par exemple en anglais ***« This work was supported partly by the french PIA project « Lorraine Université d'Excellence », reference ANR-15-IDEX-04-LUE ».*** ;
11. Dans le cas des **Unités avec des établissements associés ou des Unités Sous Contrat**, l'établissement associé n'est signataire que dans le cas où la publication entre dans le domaine couvert par la convention d'association ou si elle est coproduite par un employé de l'établissement associé. Dans le cas d'une unité à laquelle participent des équipes-projets Inria, Inria n'est signataire que des productions de ces équipes-projets ; les établissements à lister dans le référencement sont alors les établissements de rattachement de l'équipe-projet concernée et le CNRS et l'Université de Lorraine s'ils sont tutelles de l'unité.

Les modalités de référencement sont précisées pour chaque unité dans l'**annexe jointe** à ce document. Ces modalités sont en accord avec les préconisations des établissements signataires qui s'appliquent à tous les sites en France.

Les établissements signataires s'engagent à veiller au respect de ces modalités d'affiliation dans les unités dont ils assurent la responsabilité et à veiller à l'homogénéité des modalités entre unités et dans les unités, en particulier pour les unités présentes sur plusieurs localisations.

Annexe : Liste des unités de recherche et de leurs modalités de signature.

Fait à Nancy, le

Pour l'Université de Lorraine, le Président Pierre MUTZENHARDT

Pour le CNRS, le Directeur de l'Institut des Sciences de l'Information et de leurs Interactions, et référent CNRS du site lorrain, Michel BIDOIT

Pour l'Inria, le Directeur du Centre Inria Grand Est, Sylvain PETITJEAN

Pour l'Inra, le Président du Centre Inra de Nancy-Lorraine, Erwin DREYER

Pour l'Inserm, la Déléguée Régionale Grand Est, Marie Ange LUC

Pour le CHRU, le Vice Président chargé des questions scientifiques, Pierre Yves MARIE

Pour AgroParisTech, le directeur de la recherche et de la valorisation, Thierry DORE

Pour GeorgiaTech-Lorraine, le Directeur Abdallah OUGAZZADEN

## Annexe 4 : Modalité de communication

### Modalités de labellisation des événements

*Objectif : l'identité LUE doit permettre d'identifier les événements LUE et l'ensemble de la dynamique LUE dans les établissements*

L'initiative Lorraine Université d'Excellence (LUE) retenue en qualité d'I-SITE dans le cadre de l'appel d'offres PIA2 IDEX/I-SITE, s'appuie sur une stratégie de recherche et de formation pour le site lorrain, qui identifie des domaines scientifiques partagés par les partenaires de cœur de LUE, avec des priorités explicites. Les objectifs affichés par l'initiative LUE sont de développer le leadership international du site lorrain, sur l'ingénierie prise dans une acception systémique – y compris la partie usages – autour de quelques grands défis économiques et sociétaux. En s'appuyant sur leurs compétences avérées et en s'engageant à y investir leur potentiel de formation et de recherche, les partenaires de LUE s'engagent en développant l'expertise scientifique, technologique et professionnelle sur six grands défis sociétaux :

- (1) la maîtrise de l'ensemble de la chaîne de valeurs des matériaux, dans une optique d'économie circulaire ;
- (2) la gestion durable des ressources naturelles et de l'environnement dans un contexte de rapides changements globaux et de contraintes économiques dans l'optique du développement d'une bio-économie verte ;
- (3) la mise en œuvre des énergies du futur et de la transition énergétique, par le développement de nouvelles sources ou vecteurs d'énergie à faible impact carbone ;
- (4) la prise en compte pour la transition numérique des enjeux de maîtrise d'une complexité croissante, de fiabilité et de confiance dans le numérique ;
- (5) le dialogue entre l'ingénierie et la santé, pour améliorer la qualité de vie des personnes fragiles, handicapées ou vieillissantes ;
- (6) l'ingénierie appliquée au champ de la connaissance et de la langue, richesse immatérielle de nos sociétés et de nos entreprises.

Afin de garantir le ressourcement permanent du champ scientifique, l'émergence de nouvelles thématiques d'excellence, et le nécessaire effet d'entraînement sur l'ensemble de l'écosystème académique lorrain, tout en restant focalisée sur les défis qu'elle veut traiter, LUE consacrera 80% des ressources totales acquises aux défis exposés ci-dessus, les 20% restants devant permettre le renforcement et l'émergence de nouveaux thèmes, sous condition de la même exigence d'excellence et de dynamisme.

#### Le Logo LUE



**Le logo LUE est composé d'un élément graphique central rond et de sa signature « Lorraine Université d'Excellence » qui l'entoure.**

Le logo « Lorraine Université d'Excellence » doit être visible dans son intégralité et placé sur un fond qui en permet une bonne reconnaissance. Le logo n'est pas modifiable et tous ses composants sont indissociables. Pour des raisons d'intégrité et de visibilité, le logo doit toujours être entouré d'une «

zone de protection», sur lequel aucun autre élément (texte, image, dessin, illustration, etc.) ne peut empiéter.

### Comarquage

Le comarquage est utilisé pour des activités auxquelles Lorraine Université d'Excellence est associée. En cas de comarquage avec des logos d'organisations partenaires, il convient de garantir que tous les logos ont un poids visuel égal et équilibré, et de les aligner horizontalement. Le logo Lorraine Université d'Excellence est placé avec les logos des autres organisateurs et sa taille doit être proportionnellement identique à celle des logos des autres organisations. L'ordre protocolaire des logos doit être décidé au cas par cas. Il n'est pas nécessaire d'apposer les logos de l'ensemble des partenaires LUE.

Dans le cas n°1 d'une action devant comporter le logo du PIA (cf infra), il convient de garantir le même poids visuel égal et équilibré entre le logo LUE et celui du PIA.

### Mention complémentaire

Une mention complémentaire peut être utilisée pour les activités auxquelles le programme « Lorraine Université d'Excellence » apporte son soutien sans y être directement associée, ou auxquelles il est associé en tant que partenaire mineur. Dans ce cas, le logo peut être accompagné d'un texte court qui explique la nature de sa participation.

Quelques exemples de mentions complémentaires :

*Soutenu par*



*Cofinancé par*



*Une initiative*



Les règles suivantes s'appliquent pour l'apposition du logo officiel LUE sur des événements et actions divers :

Événements	Exemple	Utilisation Logos
1. Financement LUE ou autre crédits PIA associés (Labex, RHU, Equipex, ICEEL, Cerco, Maison pour la Science...)	Action dans un projet IMPACT, par exemple, ou séminaire d'un Labex, etc.	Estampille LUE & Logo PIA
2. Événement à portée externe et contribuant à la dynamique autour des 6 défis socio-économiques, sans financement PIA (LUE ou autre)	Rencontre entreprises, café des sciences....	Estampille LUE après feu vert cellule LUE
3. Événement à portée interne, contribuant à la dynamique autour des 6 défis socio-économiques, sans financement PIA (LUE ou autre)	Journée d'étude d'un labo ou une fédé	Pas d'estampille LUE
4. Événement hors des 6 défis et sans financement PIA		Pas d'estampille LUE

### **Circuit de validation**

L'organisateur de la manifestation demandant une labellisation LUE doit en informer la cellule LUE par email, en joignant un exemplaire du support de communication sur lequel apparaît le logo. La cellule LUE pourra, le cas échéant, demander une modification du support si l'un des points susmentionnés n'est pas respecté.

Chaque service de communication et d'information des partenaires LUE est garant de la bonne utilisation du logo « Lorraine Université d'Excellence ».

En foi de quoi, les PARTIES ont fait signer en autant d'exemplaires originaux que de PARTIES l'ACCORD par leurs représentants respectifs dûment autorisés, à la date indiquée ci-dessous.



**Fait à : Nancy**

**Pour : L'Université de Lorraine**

**Nom : Pierre MUTZENHARDT**

**Fonctions : Président de l'Université**

**Date**

**Signature**

**Fait à :**

**Pour : Le Centre National de la Recherche Scientifique**

**Nom : Antoine PETIT**

**Fonctions : Président-Directeur général**

**Date**

**Signature**

**Fait à :**

**Pour : L'Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale**

**Nom : Yves LEVY**

**Fonctions : Président Directeur Général**

**Date**

**Signature**

**Fait à :**

**Pour : AgroParisTech**

**Nom : Gilles TRYSTRAM**

**Fonctions : Directeur Général**

**Date**

**Signature**

**Fait à :**

**Pour : GeorgiaTech Lorraine**

**Nom :**

**Fonctions :**

**Date**

**Signature**

**Fait à :**

**Pour : Inra**

**Nom : Philippe MAUGUIN**

**Fonctions : Président de l'Inra.**

**Date**

**Signature**

**Fait à :**

**Pour : Inria**

**Nom : Monsieur Bruno SPORTISSE**

**Fonctions : président-directeur général**

**Date**

**Signature**

**Fait à**

**Pour le CHRU de Nancy,**

NOM : Monsieur Bernard DUPONT

FONCTION : Directeur Général

Date

Signature